

UNE TRENTAINE D'ACCORDS DE PARTENARIAT SIGNÉS

Alger et Berlin consolident leur coopération

Le Forum économique algéro-allemand, tenu à Berlin à l'occasion de la visite officielle du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Allemagne, a débouché sur la signature de plus d'une trentaine d'accords, protocoles et mémorandums d'entente dans des secteurs stratégiques. Cette moisson d'accords illustre la volonté commune d'approfondir le partenariat économique et industriel entre Alger et Berlin. P 3

● **Visite de Tebboune à Berlin : Ce que la presse internationale a dit**



AVEC UNE USINE ET UNE
PRODUCTION LOCALE DE
MOTEURS

**Opel confirme son
implantation
industrielle en Algérie**

Le constructeur allemand Opel, filiale du groupe Stellantis, accélère son projet industriel en Algérie. À l'occasion du Forum économique algéro-allemand, organisé vendredi à Berlin en marge de la visite d'État du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Allemagne, le constructeur a confirmé sa stratégie d'implantation d'une usine de production automobile à grande échelle en Algérie, assortie d'un projet inédit de fabrication locale de moteurs.

P 2

LUTTE CONTRE LA
SURCHARGE DES POIDS
LOURDS

**L'État renforce la
protection du réseau
routier**

Le réseau routier algérien, l'un des plus vastes d'Afrique, représente un investissement stratégique pour le développement économique et social du pays. Face à la multiplication des dégradations causées par la surcharge des véhicules poids lourds, les pouvoirs publics entendent renforcer les mesures de prévention et de contrôle afin de préserver ce patrimoine national.

P 5

GAZ NATUREL

**Sonatrach et VNG
renforcent leur
partenariat**

À l'occasion du Forum économique algéro-allemand organisé à Berlin dans le cadre de la visite officielle du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Allemagne, Sonatrach et la compagnie allemande VNG ont signé un nouveau contrat d'approvisionnement en gaz naturel. Les deux entreprises ont également conclu un mémorandum d'entente prévoyant l'ouverture de négociations en vue du renouvellement du contrat d'exportation et de l'augmentation des volumes de gaz destinés au marché allemand.

P 3

BOUMERDES

**Près de 20.000
logements distribués
depuis 2023** P 5

DEUXIÈME PHASE DE LA LIGNE
FERROVIAIRE LAGHOUEAT-
GHARDAÏA-EL MENIAA

**La BAD accorde
un prêt de 878 millions de
dollars à l'Algérie** P 5

INCENDIES DE FORÊT

**Poursuite
des opérations d'extinction
à travers l'ensemble
du pays** P 5

BOUMERDES
**Près de 20.000
logements
distribués depuis
2023**

Près de 20.000 logements de différentes formules, dont des aides à l'habitat rural, ont été distribués dans la wilaya de Boumerdes depuis 2023 à ce jour, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya. Selon les explications présentées au wali de Boumerdes, Fouzia Naâma, à l'issue d'une visite d'inspection de plusieurs projets de développement, la wilaya a bénéficié de plus de 19.500 unités de logements, attribuées progressivement à leurs bénéficiaires. Ce programme de logements est réparti entre 5.144 logements publics locatifs (LPL), 1.724 logements promotionnels aidés (LPA), 7.895 logements de la formule location-vente (AADL) et 4.726 aides financières à l'habitat rural, selon les mêmes explications. Par ailleurs, la wilaya a bénéficié, entre 2023 et 2025, de plusieurs programmes de logements actuellement en cours de réalisation, comprenant 2.000 unités LPL, 1.045 LPA ainsi que 692 aides à l'habitat rural. Selon la même source, près de 3.000 logements devraient être distribués avant la fin de l'année en cours, dont 2.508 LPL, 216 LPA et 250 aides à l'habitat rural. APS

AVEC UNE USINE ET UNE PRODUCTION LOCALE DE MOTEURS

Opel confirme son implantation industrielle en Algérie

Le constructeur allemand Opel, filiale du groupe Stellantis, accélère son projet industriel en Algérie. À l'occasion du Forum économique algéro-allemand, organisé vendredi à Berlin en marge de la visite d'État du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Allemagne, le constructeur a confirmé sa stratégie d'implantation d'une usine de production automobile à grande échelle en Algérie, assortie d'un projet inédit de fabrication locale de moteurs.

Par Z R.

Cette nouvelle étape a été concrétisée par la signature d'un protocole d'accord entre le directeur exécutif d'Opel Automobile GmbH, Florian Huettl, et le directeur général d'AGM Holding Company SpA, Mohamed Fawzi El Kabir. L'accord prévoit l'intégration d'une ligne de production de moteurs au sein de la future usine d'Opel en Algérie, faisant du constructeur allemand le premier fabricant automobile à envisager une production locale de moteurs dans le pays. Selon un communiqué de Stellantis, ce projet s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'une usine automobile complète reposant sur une approche « du local au local », destinée à renforcer durablement la présence d'Opel sur le marché algérien et à développer une véritable base industrielle nationale. À cette occasion, Florian Huettl a souligné

le potentiel stratégique du marché algérien. « Nous avons échangé avec le Président de la République, M. Tebboune, sur l'importance du marché algérien, qui présente un potentiel considérable pour Opel. La signature de ce protocole d'accord constitue une étape stratégique majeure dans la poursuite de l'expansion de notre présence internationale au-delà de l'Europe », a-t-il déclaré. Le dirigeant allemand a affirmé que cette initiative traduit la volonté du constructeur de rendre son savoir-faire en matière d'ingénierie et de mobilité accessible à un nombre croissant de clients, tout en posant les bases d'un partenariat industriel durable avec l'Algérie. Dans un message publié sur le réseau professionnel LinkedIn, M. Huettl a estimé que le projet dépasse le simple cadre de l'activité d'Opel. « Ce projet reflète notre ambition de faire découvrir l'expertise en ingénierie allemande d'Opel à un nombre encore plus grand de clients dans le

monde. Parallèlement, cette étape stratégique contribuera au développement industriel, à la croissance économique et à la création d'emplois en Algérie », a-t-il indiqué. Il a ajouté que cette implantation favorisera l'émergence d'un véritable écosystème automobile local, en créant de nouvelles opportunités pour les fournisseurs, les partenaires industriels et les sous-traitants algériens, tout en consolidant la coopération économique entre l'Allemagne et l'Algérie. Pour l'Algérie, ce projet représente une nouvelle avancée dans la stratégie de développement de l'industrie automobile nationale. Après le lancement de la production de véhicules Fiat à Tafraoui (Oran) en décembre 2023, Stellantis devient le premier groupe automobile à élargir son engagement industriel en envisageant la fabrication locale d'un composant stratégique, en l'occurrence le moteur.

INTERCONNEXION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

Un levier stratégique pour renforcer la sécurité hydrique dans quatre wilayas de l'Ouest

Le système d'interconnexion des infrastructures hydrauliques reliant les wilayas de Tlemcen, Aïn Témouchent, Oran et Sidi Bel-Abbes constitue un levier stratégique pour renforcer la sécurité hydrique et garantir un approvisionnement régulier en eau potable au profit des populations. Ce dispositif permet d'optimiser l'exploitation des ressources disponibles, de transférer les volumes d'eau en fonction des besoins enregistrés et de faire face aux périodes de forte consommation, assurant ainsi la continuité de l'alimentation en eau potable dans les quatre wilayas concernées. Dans ce cadre, la wilaya d'Aïn Témouchent a bénéficié, au cours du mois de juin, d'un transfert d'un million de mètres cubes d'eau provenant du barrage de Sekkak, dans la wilaya de Tlemcen. Ce volume a été stocké dans la retenue naturelle de Dziuoua, située dans la commune d'Aïn Tolba, a indiqué le directeur des ressources en eau de la wilaya, Miloud Kerzazi. Le même responsable a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures anticipatives mises en place en prévision de la saison estivale, caractérisée

par une forte augmentation de la demande en eau potable, notamment en raison de l'afflux d'estivants sur le littoral de la wilaya. Grâce à ce transfert, le volume stocké dans la retenue de Dziuoua a atteint 4,1 millions de mètres cubes, garantissant une plus grande stabilité de l'alimentation en eau potable durant toute la période estivale. Par ailleurs, la station de dessalement d'eau de mer de Chatt El Hilal a fait l'objet, au mois de mai dernier, d'une opération de maintenance périodique de ses équipements afin de garantir la continuité de son fonctionnement et de sécuriser l'approvisionnement en eau durant la période de forte consommation, a ajouté la même source.

Une gestion intégrée des ressources hydriques

Le secteur des ressources en eau d'Aïn Témouchent s'appuie également sur un plan d'action fondé sur l'interconnexion des infrastructures hydrauliques, sous la supervision du ministère de tutelle, afin de renforcer les capacités d'alimentation de la wilaya. En fonction des besoins, des volumes

supplémentaires peuvent être mobilisés à partir des barrages de Sekkak et de Boughrara, dans la wilaya de Tlemcen, grâce à la conduite d'adduction de la Tafna, qui assure la liaison entre les deux wilayas, a expliqué M. Kerzazi. La wilaya d'Aïn Témouchent est principalement alimentée par la station de dessalement d'eau de mer de Chatt El Hilal, implantée dans la commune de Sidi Ben Adda. Cette infrastructure produit 200.000 mètres cubes d'eau par jour. Initialement répartie à parts égales entre les wilayas d'Aïn Témouchent et d'Oran, cette production bénéficie désormais davantage à Aïn Témouchent, dont la dotation quotidienne est passée à 140.000 mètres cubes, à la faveur de la mise en service, l'année dernière, de la station de dessalement de Cap Blanc, dans la wilaya d'Oran. Dans le cadre du renforcement de l'interconnexion des infrastructures hydrauliques, la wilaya de Sidi Bel-Abbes sera prochainement alimentée en eau potable à partir de la station de dessalement de Chatt El Hilal, a indiqué le directeur des ressources en eau de cette wilaya, Djebbar Belmerir. Selon le même responsable, le projet af-

fiche un taux d'avancement très satisfaisant. Les travaux de génie civil ainsi que la pose d'une conduite d'adduction de 900 mm de diamètre, sur un linéaire de 54 kilomètres, sont achevés, tandis que l'installation des équipements techniques se poursuit. Les premiers essais sont programmés pour le mois d'août prochain avant la mise en exploitation de l'ouvrage. Le projet consiste à relier la station de dessalement d'Aïn Témouchent à la commune de Hammam Bouhadjar, où la nouvelle conduite sera raccordée au réseau principal alimenté par la station de Chatt El Hilal. Dès son entrée en service, cette infrastructure permettra le transfert quotidien de 38.000 mètres cubes d'eau potable vers la wilaya de Sidi Bel-Abbes. Celle-ci bénéficiera également d'un second apport estimé à 30.000 mètres cubes par jour provenant de la station de dessalement de Cap Blanc, à Oran, a précisé M. Belmerir. Les autorités locales misent sur ce projet structurant pour renforcer durablement les capacités d'alimentation en eau potable de l'ensemble des communes de la wilaya, répondre à la croissance des besoins et consolider la sécurité hydrique dans cette région de l'Ouest du pays.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE TRENTAINE D'ACCORDS DE PARTENARIAT SIGNÉS

Alger et Berlin consolident leur coopération

Le Forum économique algéro-allemand, tenu à Berlin à l'occasion de la visite officielle du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Allemagne, a débouché sur la signature de plus d'une trentaine d'accords, protocoles et mémorandums d'entente dans des secteurs stratégiques. Cette moisson d'accords illustre la volonté commune d'approfondir le partenariat économique et industriel entre Alger et Berlin.

Par Selma R.

Ces accords s'inscrivent dans le prolongement de la déclaration conjointe sur un agenda stratégique de partenariat bilatéral, qui fixe les priorités de la coopération dans les domaines politique, économique, commercial, énergétique, technologique et scientifique, avec pour objectif de stimuler les investissements, les échanges commerciaux ainsi que les projets de recherche et d'innovation. Le secteur énergétique occupe une place centrale dans cette dynamique. Sonatrach et la compagnie allemande VNG ont signé un nouveau contrat d'approvisionnement en gaz naturel, tandis qu'un mémorandum d'entente a été conclu en vue du renouvellement du contrat d'exportation de gaz et de l'augmentation des volumes livrés. Les deux gouvernements ont également signé une Déclaration commune d'intention portant sur la réduction des émissions de méthane dans les secteurs du pétrole et du gaz. Celle-ci prévoit le transfert de technologies, le renforcement des capacités, l'échange d'expertises et la réalisation de projets communs destinés à promouvoir une industrie énergétique plus performante et plus durable. L'industrie automobile figure également parmi les principaux bénéficiaires de cette coopération. Opel Automobile GmbH et AGM Holding Company ont signé un protocole d'ac-

cord pour localiser en Algérie la production de moteurs Opel dans le cadre d'un projet d'usine automobile intégrée. Un autre mémorandum a été conclu entre Opel et le groupe Halil afin d'explorer de nouvelles perspectives d'investissement. Dans le secteur pharmaceutique, Sidal et Boehringer Ingelheim ont convenu de fabriquer localement quatre molécules destinées au traitement du diabète, de l'insuffisance cardiaque et des maladies rénales, tout en développant leur coopération dans la recherche et l'innovation. Les transports constituent un autre axe majeur de ce partenariat avec la signature de cinq mémorandums d'entente entre Siemens Mobility, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) et l'Entreprise Métro d'Alger (EMA), portant sur le développement des infrastructures ferroviaires, de la mobilité urbaine ainsi que sur le transfert de technologies et de savoir-faire. Le forum a également permis de conclure de nombreux accords dans les équipements pétroliers, les médicaments vétérinaires, les industries manufacturières, les énergies renouvelables, les batteries de stockage, les biotechnologies, les équipements industriels, le tourisme et les matériaux de construction. Ces partenariats concernent notamment la création d'une usine de silicium métal, la production locale d'ascenseurs, la fourniture de composants électroniques pour les

tramways, le développement de l'industrie du tabac ainsi que l'exportation de batteries fabriquées en Algérie. Intervenant à l'ouverture du Forum, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a indiqué que les échanges commerciaux entre les deux pays avaient atteint près de 3 milliards de dollars en 2025, contre 1,74 milliard de dollars en 2024. Il a réaffirmé la volonté de l'Algérie de poursuivre cette dynamique avec un partenaire qu'il a qualifié de « partenaire technologique et économique fiable ». De son côté, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a souligné que la participation de plus de 120 chefs d'entreprise algériens reflète la volonté du secteur privé de nouer des partenariats durables avec les entreprises allemandes. Il a précisé que les accords conclus s'articulent autour de trois priorités stratégiques : la sécurité énergétique, la sécurité sanitaire et la sécurité alimentaire. La diversité des accords conclus à Berlin confirme la volonté des deux pays de faire évoluer leur coopération vers un partenariat industriel, technologique et d'investissement plus intégré. Cette dynamique ouvre de nouvelles perspectives dans des secteurs à forte valeur ajoutée et consolide la place de l'Allemagne parmi les partenaires économiques de premier plan de l'Algérie.

GAZ NATUREL

Sonatrach et VNG renforcent leur partenariat

Par S. R.

À l'occasion du Forum économique algéro-allemand organisé à Berlin dans le cadre de la visite officielle du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Allemagne, Sonatrach et la compagnie allemande VNG ont signé un nouveau contrat d'approvisionnement en gaz naturel. Les deux entreprises ont également conclu un mémorandum d'entente prévoyant l'ouverture de négociations en vue du renouvellement du contrat d'exportation et de l'augmentation des volumes de gaz destinés au marché allemand. La cérémonie de signature s'est déroulée sous la coprésidence du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et du secrétaire d'État allemand au ministère fédéral des Affaires économiques et de l'Énergie, Frank Wetzel, en présence de responsables des deux pays. Dans son intervention, M. Arkab a souligné que cet accord « vient couronner un long parcours de confiance et de coopération entre Sonatrach et VNG », estimant qu'il traduit « la solidité du partenariat entre les deux sociétés et confirme le statut de l'Algérie en tant que fournisseur sûr et fiable de l'énergie

». Le ministre a indiqué que cette signature constitue « une nouvelle étape » dans les relations stratégiques entre l'Algérie et l'Allemagne. Selon lui, elle reflète « la volonté commune de renforcer la coopération dans le secteur des hydrocarbures au mieux des intérêts communs des deux pays et pour contribuer au soutien de la sécurité énergétique et au renforcement de la stabilité des marchés gaziers ». M. Arkab a également affirmé que Sonatrach et VNG « ont prouvé, à travers des années de coopération, leur capacité à construire un partenariat fondé sur la confiance, l'engagement et le respect mutuel ». Il a précisé que les deux parties aspirent à élaborer un programme d'action commun destiné à intensifier la concertation et les échanges, à explorer de nouvelles opportunités d'investissement, notamment dans le gaz naturel, et à accroître les capacités de production et de commercialisation afin de renforcer la sécurité des approvisionnements tout en créant davantage de valeur ajoutée. De son côté, Frank Wetzel a salué « le rôle clé » de l'Algérie sur le marché mondial de l'énergie, qualifiant le pays de « partenaire fiable » et rappelant qu'il est le deuxième fournisseur de gaz de

l'Europe. Il a estimé que cet accord « ouvre de nouvelles perspectives de coopération » entre les deux pays. Cette avancée intervient moins de deux semaines après la livraison de la première cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) algérien à l'Allemagne via le terminal flottant de regazéification de Wilhelmshaven 1. Expédiée depuis le complexe de liquéfaction GL2Z de Bethioua à bord du méthanier Tessala, propriété de Sonatrach, cette cargaison concrétise le premier contrat d'approvisionnement conclu en février 2024 lors de la visite en Algérie du vice-chancelier allemand et alors ministre de l'Économie et de la Protection du climat, Robert Habeck. À cette occasion, le président-directeur général de VNG, Ulf Heitmüller, avait qualifié cet accord de point de départ d'un partenariat de long terme, l'Allemagne affichant sa volonté d'accroître progressivement ses importations de gaz algérien dans le cadre de la diversification de ses sources d'approvisionnement, engagée depuis la réduction de ses importations de gaz russe. Pour l'Algérie, cette évolution représente une opportunité de consolider sa présence sur le marché européen en s'appuyant sur ses capacités de production, de liquéfaction et d'exportation.

VISITE DE TEBBOUNE À BERLIN

Ce que la presse internationale a dit

La visite officielle effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Allemagne, a fortement suscité l'intérêt de la presse internationale qui a mis en lumière le nouveau partenariat d'exception renforcé entre Alger et Berlin, avec la signature de plusieurs accords bilatéraux dans différents secteurs, notamment celui de l'énergie. Dans la presse allemande, les compte-rendus de la visite du président de la République ont été axés sur le "pari stratégique" bilatéral dominé par l'énergie (partenariat gaz et hydrogène vert) et les investissements industriels. Les titres de médias allemands, à l'instar de Deutschlandfunk (DLF) : "Tebboune à Berlin : Priorité à l'énergie" ou "L'Allemagne et l'Algérie souhaitent accélérer la construction d'un gazoduc d'hydrogène entre les deux pays" sont particulièrement significatifs. Le Deutschlandfunk avance, à ce propos, que les deux pays veulent avancer avec la construction d'un gazoduc d'hydrogène vert, soulignant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et le chancelier allemand Merz "ont fait part de leur volonté de renforcer les relations économiques entre les deux pays". Dans un article intitulé "Nouvelles impulsions entre Berlin et Alger: tracer la voie de l'avenir", le site allemand "poppres.de" indique que lors de la récente visite à Berlin du président de la République, l'Algérie et l'Allemagne "ont tracé la voie d'une coopération renforcée, avec un programme aux multiples facettes et de grandes ambitions de part et d'autre". Le site soutient que les deux pays ont donné une nouvelle dimension à leur coopération grâce à un "agenda stratégique". Sous le titre "Algérie-Allemagne: lancement à Berlin d'un nouvel agenda de partenariat stratégique", l'agence italienne Nova écrit que les deux pays "ont inauguré une nouvelle phase de leurs relations bilatérales avec l'adoption d'un agenda de partenariat stratégique". Selon l'agence, le secteur de l'énergie occupe "une place centrale dans ce nouvel agenda". Pour la chaîne de télévision française, TV5 monde, c'est l'hydrogène vert qui est au centre de ce partenariat. Le média affirme, à ce titre, qu'avec l'Allemagne et l'Italie, l'Algérie développe le projet "South2 Corridor" qui doit permettre l'exportation de l'hydrogène vert depuis l'Algérie vers l'Allemagne via la Tunisie, l'Italie et l'Autriche. Dans le même sillage, le site Afriqueinfos a mis en avant les efforts déployés par l'Algérie et l'Allemagne pour "la conclusion de partenariats dans le secteur énergétique", soulignant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, était à Berlin pour "une accélération des échanges entre les deux puissances régionales". La chaîne de télévision Russia Today (RT) titre, quant à elle: "l'Algérie et l'Allemagne affichent leur volonté de renforcer leur coopération économique" et affirme que "Berlin, premier partenaire économique de l'Algérie en Europe, entend renforcer une coopération appelée à s'élargir bien au delà du secteur énergétique". L'agence turque d'information, Anadolu Ajansi, a consacré, pour sa part, une belle page de déclarations du chancelier allemand qui a souligné que l'Algérie s'est imposé, ces dernières années, comme un pilier de la sécurité énergétique européenne, en tant que deuxième fournisseur de gaz par gazoduc du continent. La rencontre de haut niveau entre le président de la République et les dirigeants allemands a également retenu l'attention de la presse internationale qui est revenue, en outre, sur les accords commerciaux signés entre les deux pays, à l'occasion de cette visite. Les annonces majeures officielles, notamment le mémorandum d'entente pour le déploiement des technologies bas carbone, le projet de corridor d'hydrogène vert, les accords entre Sonatrach et l'allemand VNG, et la trentaine d'accords commerciaux signés ont été largement commentés par la presse spécialisée dans l'énergie et la macroéconomie en Europe. Sous le titre, "Opel choisit l'Algérie pour son nouveau pôle industriel", le site italien "affaritaliani" indique que le constructeur automobile allemand "met en place un important pôle de production en Algérie et ambitionne d'intégrer la fabrication locale de moteurs, faisant de ce pays d'Afrique du Nord un pilier de son expansion industrielle hors d'Europe". ANSA Med, le réseau d'information spécialisé de l'agence de presse italienne, s'est penché sur les conclusions du Forum économique algéro-allemand, tenu vendredi à Berlin.

Par R E/Agence.

MONNAIE

La livre se replie après son envolée récente, le dollar en petite hausse

La livre reculait vendredi après son récent bond, tandis que le dollar gagnait un peu de terrain. Vers 18H35 GMT, la devise britannique relâchait 0,16% face au billet vert, à 1,3456 dollar pour une livre, et 0,12% face à la monnaie unique européenne, à 85,00 pence pour un euro. La hausse du billet vert reste toutefois contenue: il ne grappillait que 0,07% face à la monnaie unique européenne, à 1,1436 dollar pour un euro. Des données officielles ont montré cette semaine que l'inflation américaine côté producteurs et consommateurs avait ralenti en juin.

MATIÈRES PREMIÈRES
L'or en baisse

Le prix de l'or a reculé cette semaine, la récente flambée des prix de l'énergie provoquée par les tensions géostratégiques dans le Golfe. Vendredi, l'once d'or (31,1 g) s'échangeait à Londres à 3.393,12 dollars, contre 4.119,93 dollars à la clôture la semaine passée. Pour des raisons similaires à l'or, l'argent, également considéré comme une valeur refuge, a atteint vendredi un plus bas depuis novembre 2025, à 54,7775 dollars l'once. Le ralentissement de l'inflation américaine en juin, démontré cette semaine par les statistiques sur les prix à la consommation et à la production, a pourtant atténué les attentes des marchés quant à une nouvelle hausse des taux de la Réserve fédérale (Fed) d'ici à la fin du mois. Des obligations américaines et un dollar moins attractifs profitent théoriquement au métal jaune, valeur refuge concurrente. Mais ces données n'ont "procuré qu'un soutien temporaire au prix de l'or", soulignent des analystes. En effet si "à court terme, le potentiel de hausses de taux supplémentaires devrait rester limité", les investisseurs continuent d'anticiper un nouveau relèvement cette année,résument les économistes.

ALGÉRIE/TUNISIE

Le DG des Douanes prend part aux travaux de la Commission mixte de la coopération douanière à Tunis

Le Directeur général des Douanes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouché, a pris part aux travaux de la réunion de la Commission mixte algéro-tunisienne de coopération douanière, tenue les 16 et 17 juillet à Tunis et consacrée à l'examen des mécanismes et des moyens de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays, indique un communiqué des Douanes. "Le directeur général des Douanes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouché, et la délégation l'accompagnant ont participé aux travaux de la Commission mixte algéro-tunisienne de coopération douanière, tenue les 16 et 17 juillet à Tunis", précise le communiqué.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, vendredi soir, que tous les moyens sont mis à la disposition des staffs médicaux pour assurer une prise en charge optimale des blessés, suite de l'incendie survenu à

ÉTUDES ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Le CNESE signe un accord-cadre avec l'ASAL

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a signé, jeudi à Alger, un accord-cadre de coopération avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL), dans le but de renforcer la prise de décision fondée sur les données scientifiques contemporaines, indique un communiqué du CNESE. Signé au siège du CNESE, cet accord intervient "pour mettre en place un cadre référentiel et réglementaire pour la coopération entre les deux parties dans différents domaines d'études et de recherche scientifique ainsi que d'échange d'expertises, au service du développement national et de la modernisation des différents instances et établissements, précise le communiqué. Les deux parties entendent, à travers cet accord, définir les principes, les objectifs et les modalités de mise en œuvre de la coopération commune dans le domaine des études et de la recherche scientifique, notamment ce qui a trait à la modernisation des systèmes, des moyens de connaissance et technologiques, au développement des produits de recherche et à l'échange d'expertises et d'études communes, à même de promouvoir les espaces de concertation entre les chercheurs et les experts. L'accord prévoit également le lancement de programme de formation de qualité, à même de "contribuer, de manière directe, à l'évaluation des politiques publiques prioritaires et de renforcer la réponse aux défis actuels et futurs de développement du pays", conclut le communiqué.

APS

INCENDIE À L'ÉTABLISSEMENT DE L'ENFANCE ASSISTÉE DE MOHAMMADIA

Tebboune ordonne la mobilisation de tous les moyens au profit des blessés

l'établissement de l'Enfance assistée de Mohammadia à Alger. Lors de la visite qu'il a effectuée à l'hôpital des grands brûlés «Saïd Chibane» de Zéralda, juste après son retour au pays en provenance de la République fédérale d'Allemagne, le président de la République a souligné que tous les moyens sont mis à la disposition des staffs médicaux, pour assurer une prise en charge optimale des blessés dans l'incendie survenu, jeudi à l'aube, à l'établissement de l'Enfance assistée de la commune de Mohammadia. Il a indiqué que l'hôpital dispose des meil-

leurs staffs et équipements médicaux, à même d'assurer une prise en charge optimale des blessés, soulignant qu'ils sont "entre de bonnes mains". Le président de la République a également insisté sur l'importance de la prise en charge psychologique des rescapés. Echangeant avec les enfants blessés, le président de la République a tenu à les rassurer, en réaffirmant l'engagement de l'Etat à les prendre en charge jusqu'à leur rétablissement total.

APS

AVEC LA PREMIÈRE VOITURE DE COURSE CONÇUE ET FABRIQUÉE LOCALEMENT

Une équipe d'étudiants algériens participe à une compétition internationale

Une équipe d'étudiants algériens de l'Ecole nationale polytechnique d'El Harrach (ENP) participe à la compétition Formula Student UK 2026, organisée sur le circuit de Silverstone au Royaume-Uni, avec la première voiture de course conçue et fabriquée par des Algériens, indique vendredi un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. "Les membres de l'équipe ENP Racing Team de l'ENP représenteront l'Algérie à la compétition Formula Student UK 2026, considérée comme l'une des plus prestigieuses compétitions univer-

sitaires internationales d'ingénierie dans le monde, avec la première voiture de course conçue et fabriquée par des Algériens", précise la même source. "Après de longs mois de travail, de conception, de fabrication, et d'essais, la participation de cette équipe avec la première voiture de course conçue et fabriquée en Algérie, porte l'ambition de toute une génération de jeunes ingénieurs, déterminés à hisser l'emblème national sur l'un des circuits automobiles les plus célèbres au monde", ajoute le communiqué.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات	
DA / Kg			دج / كغ			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	79	94	64	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف	
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف	
	Carotte	92	103	80	الجزر	
	Navet	204	228	180	اللفت	
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر	
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار	
	Courgette	86	101	71	الكوسة	
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	126	140	112	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	508	639	376	التمر	
	Banane	617	645	589	الموز	
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,12	-8,63	6,09	10,14	2000	690 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1405,00	0,36	0,38	0,05	9,04	5,54	47500	66 737 500,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,01	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	1,16	3,31	10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,26	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,15	7,35	4,22	4,71	0	0,00

R E.

LUTTE CONTRE LA SURCHARGE DES POIDS LOURDS

L'État renforce la protection du réseau routier

Le réseau routier algérien, l'un des plus vastes d'Afrique, représente un investissement stratégique pour le développement économique et social du pays. Face à la multiplication des dégradations causées par la surcharge des véhicules poids lourds, les pouvoirs publics entendent renforcer les mesures de prévention et de contrôle afin de préserver ce patrimoine national. C'est dans cette optique que le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base a organisé, hier, une journée d'étude et de sensibilisation consacrée aux dangers de la surcharge des camions, marquant une nouvelle étape dans l'application de la loi sur la circulation routière.

Par Réda Hadi

À l'ouverture de cette rencontre, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a rappelé que la lutte contre la surcharge des poids lourds constitue désormais une priorité nationale. Selon lui, cette démarche s'inscrit dans la mise en œuvre des dispositions de la nouvelle législation relative à la circulation routière, qui vise à renforcer la sécurité des usagers, protéger les vies humaines et préserver les infrastructures publiques, considérées comme un levier essentiel de la croissance économique. Le ministre a rappelé que l'Algérie dispose aujourd'hui d'un réseau routier national de 147 220 kilomètres, fruit d'importants investissements publics réalisés au cours des dernières décennies. Cette infrastructure constitue un patrimoine stratégique dont la préservation est devenue une nécessité économique. La surcharge des véhicules, a-t-il expliqué, accélère considérablement la dégradation des chaussées, des ponts et des ouvrages d'art, réduisant leur durée de vie et augmentant les coûts de maintenance. Elle représente également un facteur majeur d'accidents de la circulation, souvent à l'origine de lourdes pertes humaines et matérielles. Pour maintenir la qualité du réseau, le ministère consacre chaque année près de 30 % de son budget aux opérations d'entretien, permettant la réhabilitation d'environ 2

000 kilomètres de routes par an. Des moyens financiers importants sont également mobilisés pour assurer la maintenance de l'autoroute Est-Ouest à travers les programmes mis en œuvre par la Société Algérienne des Autoroutes, afin de garantir la pérennité de cette infrastructure stratégique et d'offrir de meilleures conditions de sécurité aux automobilistes. Dans le cadre de cette politique, plusieurs mesures ont été mises en place pour lutter contre les surcharges. Parmi elles, figure l'adoption de la charge maximale légale de 13 tonnes par essieu, désormais retenue comme référence pour la conception et la réalisation des infrastructures routières. Le ministère a également renforcé le dispositif de contrôle grâce au déploiement de stations de pesage fixes et mobiles, tout en poursuivant l'adaptation du cadre juridique encadrant le transport de marchandises et la protection des infrastructures. Le ministre a toutefois insisté sur le fait que la réussite de cette stratégie repose avant tout sur une coordination renforcée entre les différents secteurs concernés. Les services de la Gendarmerie nationale, les ministères de l'Intérieur, des Transports et de la Justice, ainsi que l'ensemble des organismes concernés, sont appelés à unir leurs efforts pour assurer une meilleure application de la loi, renforcer les contrôles sur le terrain et prévenir les infractions. Au-delà du volet répressif, Abdelkader Djellaoui a mis l'accent sur l'importance de la sensibili-

sation. Pour lui, la lutte contre la surcharge ne peut produire des résultats durables sans une véritable évolution des comportements. Les campagnes d'information destinées aux transporteurs, aux entreprises et aux usagers de la route doivent contribuer à diffuser une culture du respect des limites légales de chargement, condition indispensable pour réduire les accidents et préserver les infrastructures publiques. La signature d'une convention portant sur la dotation des unités de la Gendarmerie nationale en stations de pesage mobiles constitue, selon le ministre, une avancée majeure. Cet équipement permettra d'améliorer le contrôle des infractions, de protéger plus efficacement le réseau routier national et de renforcer la sécurité routière sur l'ensemble du territoire. En conclusion, le ministre a appelé les professionnels du transport, les opérateurs économiques et les usagers de la route à respecter strictement les charges autorisées et les dispositions de la loi sur la circulation routière. Il a souligné que la préservation des vies humaines, la protection des infrastructures et la sauvegarde des investissements publics relèvent d'une responsabilité collective. À travers cette mobilisation, les pouvoirs publics entendent inscrire la sécurité routière et la préservation du patrimoine national au cœur d'une stratégie de développement durable, conciliant performance économique, protection des infrastructures et intérêt général.

DEUXIÈME PHASE DE LA LIGNE FERROVIAIRE LAGHOUAT-GHARDAÏA-EL MENIAA

La BAD accorde un prêt de 878 millions \$ à l'Algérie

L'Algérie poursuit la modernisation de son réseau ferroviaire. Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé, la semaine dernière à Abidjan, un financement de 878,09 millions de dollars destiné à soutenir la deuxième phase du projet de réalisation de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Meniaa, un maillon stratégique de la future Transsaharienne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset. Dans un communiqué, la BAD souligne que cette infrastructure vise à renforcer la compétitivité du transport ferroviaire, à améliorer l'aménagement du territoire et à favoriser l'intégration régionale de l'Algérie, notamment avec les pays du Sahel. Le projet s'inscrit dans la stratégie nationale de développement des infrastructures de transport et de diversification de l'économie hors hydrocarbures. Le financement porte sur la deuxième tranche du programme ferroviaire de 495 kilomètres reliant les villes de Laghouat, Ghardaïa et El Meniaa. Cette nouvelle étape concerne principalement la réalisation du tronçon Ghardaïa-El Meniaa, long de 230 kilomètres, ainsi que des aménagements intégrés et des actions d'appui institutionnel. La mise en œuvre du projet sera assurée par le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, à travers l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).

Pour le directeur du département des Infrastructures et du Développement urbain du Groupe de la BAD, Mike Salawou, ce financement traduit l'engagement de l'institution à accompagner l'Algérie dans la réalisation d'une infrastructure structurante à fort impact économique. « À travers ce financement, la Banque africaine de développement accompagne l'Algérie dans la réalisation d'une infrastructure ferroviaire structurante, porteuse de transformation économique, de connectivité territoriale et d'intégration régionale. La ligne Laghouat-Ghardaïa-El Meniaa contribuera à rapprocher les bassins de production des marchés, à améliorer la compétitivité logistique et à créer de nouvelles opportunités pour les populations et les entreprises le long du corridor », a-t-il déclaré. Outre son volet ferroviaire, le projet devrait contribuer au désenclavement des régions du Sud en facilitant le transport des productions agricoles et minières vers les marchés nationaux et les infrastructures portuaires. Il permettra également de réduire les coûts et les délais de transport sur le corridor Alger-El Meniaa, tout en stimulant le développement d'activités économiques dans les secteurs de l'agriculture, de l'agro-industrie, des services logistiques ainsi que du bâtiment et des travaux publics. Le responsable du bureau pays de la BAD en Algérie, Abdoulkader Dileita, estime que ce projet s'inscrit

pleinement dans la stratégie de diversification économique engagée par l'Algérie. « Ce projet traduit la politique algérienne de diversification hors hydrocarbures, en reliant ses populations, ses mines et ses ports pour une exploitation optimale de ses ressources et la création de richesses. C'est aussi un atout d'intégration régionale, qui conforte la position de l'Algérie comme charnière entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe », a-t-il affirmé. Le projet comporte également un important volet de développement local. Il prévoit notamment des programmes de formation destinés aux jeunes et aux femmes dans les métiers du ferroviaire, de la logistique, du tourisme et de l'artisanat, ainsi que des initiatives visant à encourager l'entrepreneuriat et les activités génératrices de revenus dans les régions traversées. Ce financement s'inscrit dans le cadre du Document de stratégie pays 2025-2030 de la Banque africaine de développement pour l'Algérie, qui fait des infrastructures un levier majeur de la croissance économique et de l'intégration régionale. Il confirme également la volonté des autorités de faire du réseau ferroviaire un outil stratégique pour renforcer la compétitivité de l'économie nationale, améliorer la connectivité entre le nord et le sud du pays et soutenir l'ouverture de l'Algérie sur les marchés africains.

Synthèse Z R.

INCENDIES DE FORÊT Poursuite des opérations d'extinction à travers l'ensemble du pays

Les opérations intensives d'extinction des incendies de forêt se poursuivent à travers l'ensemble du pays, avec la mobilisation d'importants moyens humains et matériels, dans le cadre d'une coordination de terrain étroite entre les différents secteurs et organismes concernés, indique vendredi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. "Face à la hausse des températures enregistrée et aux incendies de forêts et de broussailles qui se sont déclarés dans plusieurs wilayas, les opérations d'intervention se poursuivent à travers l'ensemble du pays, avec la mobilisation d'importants moyens humains et matériels, dans le cadre d'une coordination étroite entre les différents secteurs et organismes concernés", précise la même source. "Ces opérations font également l'objet d'un suivi personnel et continu du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, qui veille à s'enquérir de l'évolution de la situation sur le terrain, à s'assurer de la disponibilité de tous les moyens nécessaires et à donner les instructions visant à garantir la rapidité et l'efficacité des interventions, ainsi qu'à protéger les citoyens, leurs biens et le patrimoine forestier", souligne le communiqué. Dans ce cadre, les unités de la Protection civile, appuyées par les colonnes mobiles de lutte contre les incendies de forêts, les détachements régionaux et les différentes unités opérationnelles, poursuivent leurs interventions sur le terrain 24h/24, en coordination avec les services des forêts, les autorités locales, les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) ainsi que les différents partenaires". Dans le même contexte, "la flotte d'extinction aérienne a été mobilisée, comprenant les avions de type AT-802, outre les moyens aériens relevant de l'ANP, à savoir les bombardiers d'eau de type BE-200 et les hélicoptères MI-26, lesquels continuent d'effectuer des rotations aériennes intensives afin de soutenir les équipes au sol, notamment dans les zones accidentées et d'accès difficile". "La mobilisation de l'ensemble des moyens humains et logistiques se poursuit jusqu'à l'extinction définitive de tous les incendies, parallèlement au maintien de la vigilance sur le terrain et au renforcement de la coordination entre les différents intervenants, de manière à garantir la protection des vies et des biens, et à préserver le patrimoine forestier", ajoute la même source. Le ministre a réitéré son appel à l'ensemble des citoyennes et des citoyens quant à "la nécessité de faire preuve d'un maximum de prudence et de vigilance, et d'éviter tout comportement susceptible de provoquer des départs de feu, tout en veillant à signaler immédiatement tout incendie ou départ de feu via les numéros verts, afin de préserver la sécurité de tous".

APS

MOSTAGANEM
Mise en service
du tunnel souterrain
“Sidi El Adjal”

Le tunnel souterrain "Sidi El Adjal", situé à l'entrée sud de la ville de Mostaganem, est entré en exploitation, a indiqué vendredi un communiqué de la cellule d'information et de communication des services de la wilaya. Selon la même source, la mise en service de cette infrastructure intervient à l'occasion de la saison estivale. Elle vise à améliorer les conditions de déplacement, à réduire la pression du trafic aux accès de la ville et à assurer une meilleure fluidité de la circulation, notamment durant les périodes de forte affluence et les week-ends. Cette infrastructure d'art s'étend sur une longueur d'environ 438 mètres. Sa réalisation a été confiée au groupe public Cosider, filiale Infrastructures d'art, pour un coût global estimé à 1,3 milliard de dinars algériens, précise le communiqué. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la voie rapide reliant la ville de Mostaganem à l'autoroute Est-Ouest, sur une distance de 60 kilomètres. Il contribuera à connecter la ville au réseau national autoroutier, à améliorer la circulation, notamment en direction du port commercial, tout en renforçant la sécurité routière et en accompagnant le développement économique et touristique de la wilaya. Les services de la wilaya misent sur cette nouvelle infrastructure pour faciliter les déplacements des estivants et des visiteurs, améliorer les conditions d'accès et de sortie de la ville, ainsi que fluidifier le transport des marchandises et les échanges commerciaux. Cette importance s'explique par sa position stratégique, reliant la rocade de Mostaganem à la voie rapide menant vers l'autoroute Est-Ouest. Dans le cadre du programme de modernisation et de mise à niveau du secteur des travaux publics, les autorités locales prévoient également la réalisation de deux autres tunnels souterrains dans la zone de Kharouba, au nord du chef-lieu de wilaya. Ces projets seront accompagnés par la modernisation et le dédoublement de la route de contournement de "Hachem", ainsi que par la construction de deux passages supérieurs, afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route, automobilistes comme piétons.

APS

ANNABA/ LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

Installation de deux centres opérationnels à Seraïdi et Oued El Aneb

Deux centres opérationnels ont été installés vendredi dans la wilaya d'Annaba afin de renforcer le dispositif de suivi et de lutte contre les feux de forêt qui se sont déclarés dans les communes de Seraïdi et Oued El Aneb, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Il s'agit d'un poste de commandement mobile relevant des services de la Protection civile et d'un poste avancé de la Conservation des forêts, a précisé la même source. Ces structures ont été mises en place dans le cadre du renforcement de la coordination sur le terrain entre les différents intervenants pour faire face aux incendies de forêt que connaissent ces deux régions. Selon la même source, le poste de commandement mobile de la Protection civile a été installé au niveau du carrefour reliant Aïn Barber, Oued El Aneb et Seraïdi.

L'objectif est d'assurer un suivi direct sur le terrain de l'évolution des incendies et de renforcer la coordination immédiate entre les différentes unités et les moyens mobilisés. Cela permettra d'accélérer la prise de décisions opérationnelles, d'orienter efficacement les équipes d'intervention et de contribuer à améliorer l'efficacité des opérations de protection des personnes, des biens et du patrimoine forestier, a-t-on indiqué. Dans le même contexte, le poste avancé de la Conservation des forêts, situé dans la zone de Sidi Saâdi (commune de Seraïdi), a été placé en état d'alerte maximale afin de renforcer les opéra-

tions de veille, de surveillance, de coordination sur le terrain et d'intervention rapide, jusqu'à la maîtrise totale des incendies. Le wali d'Annaba, Abdelkrim Laâ-mouri, s'était rendu vendredi matin dans la zone d' Aïn Ataoua, dans la commune de Seraïdi, où il a inspecté, en présence des autorités locales, des responsables des services des forêts, de la Protection civile et des services de sécurité, le déroulement des opérations d'extinction des feux ainsi que les mesures prises pour limiter leur propagation.

APS

DJELFA

Plus de 750 millions de dinars alloués au projet de réaménagement du complexe sportif “1er novembre 1954”

Le complexe sportif "1er novembre 1954" de la ville de Djelfa fait actuellement l'objet de travaux d'aménagement et de réhabilitation, pour lesquels une enveloppe financière de plus de 750 millions de dinars a été allouée, indiquent les services de la wilaya. La même source a précisé que ce projet, inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement, constitue une priorité dans le secteur de la jeunesse et du

sport, car il s'agit d'un équipement important qui draine des sportifs dans de nombreuses disciplines, notamment l'athlétisme et le football, et offre un vaste espace pour l'organisation de grands événements sportifs. Lors d'une visite sur le chantier de ce projet, le wali de Djelfa, Djahid Mous, s'est informé de l'avancement des travaux et a insisté sur la nécessité de respecter strictement les normes techniques adoptées, d'assurer la qualité

de la réalisation et d'intensifier les efforts pour accélérer le rythme afin que les travaux soient livrés dans les délais impartis. Selon la fiche technique du projet, une fois la réhabilitation et d'aménagement achevés, le complexe sportif "1er novembre 1954" permettra de renforcer les infrastructures sportives de proximité et d'offrir des espaces adaptés à la pratique de diverses activités sportives et de jeunesse. Les travaux comprennent l'aménagement du terrain, la

pose du gazon du stade et la remise en état des pistes d'athlétisme de différentes disciplines. A noter que le complexe sportif comprend une piscine semi-olympique qui attire de nombreux membres d'associations et de clubs sportifs, cet été. Cette installation a bénéficié, il y a deux ans, d'une opération de réhabilitation et de remise en état qui l'a rendue pleinement opérationnelle, selon la même source.

Agence

MILA

Près de 30 millions m³ d'eau pour l'irrigation agricole

Un volume de 29,9 millions m3 d'eau des deux barrages de Béni Haroun et Grouz a été réservé pour l'irrigation agricole au titre de la saison d'irrigation 2026, a-t-on appris jeudi auprès des services de la Direction de l'hydraulique. La cheffe du service de l'hydraulique agricole de cette Direction, Intissar Houari, a précisé à l'APS que 26,5 millions m3 du barrage

de Béni Haroun de la commune de Hamala ont été réservés à l'irrigation des cultures stratégiques au niveau du périmètre d'irrigation de Teleghma s'étendant sur 4.447 hectares. Les services de l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID) à Mila ont entamé depuis fin mars passé l'opération d'approvisionnement du périmètre de Teleghma qui chevauche quatre

communes du sud de la wilaya, selon la même source qui a précisé qu'au début de la semaine en cours, 8 millions m3 de ce quota ont été consommés et l'opération "se poursuit dans de bonnes conditions". Un volume d'eau de 3,4 millions m3 du barrage de Grouz de la commune d'Oued Athmania est réservé à l'irrigation de 1.460 hectares de terres agri-

coles des deux communes d'Oued Athmania et d'Oued Seguen à travers des lâchers d'eau dans l'Oued Rhummel effectués depuis le 21 juin passé pour répondre aux besoins des agriculteurs activant le long des berges de cours, a-t-on précisé. Cette saison est marquée par le recul du quota d'eau d'irrigation comparativement à la saison

précédente de 2025 qui avait connu la mobilisation de 32 millions m3, selon la même source qui a expliqué cela par les quantités importantes de précipitations de pluies enregistrées cette année à travers les communes de la wilaya de Mila y compris celles du Sud ayant satisfait une partie importante des besoins en eau d'irrigation.

R.E

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

15 établissements scolaires devraient être réceptionnés avant la rentrée 2026-2027

Quinze (15) établissements scolaires et 96 salles d'extension, répartis sur les trois cycles d'enseignement, devraient être réceptionnés dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj avant la rentrée scolaire 2026-2027, selon un communiqué des services de la wilaya publié, jeudi. Le programme porte sur la réception de 10 groupes scolaires et de 78 salles d'extension destinés au cycle primaire, de quatre collèges d'enseignement moyen (CEM), de deux annexes implantées dans les communes de Khelil,

de Bordj Ghedir, de Mansoura et la localité de Zagra (commune de Hamadia), ainsi que de 6 salles d'extension au cycle moyen. Le cycle secondaire sera renforcé par la réception d'un lycée au nouveau pôle urbain de Boumergued, au chef-lieu de wilaya, ainsi que de 12 salles d'extension, précise la même source. Le communiqué indique, par ailleurs, que le wali de Bordj Bou Arréridj, Kamel Nouicer, a présidé mercredi une réunion du Conseil exécutif de wilaya consacrée à l'évaluation de l'état

d'avancement des préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027. A cette occasion, le wali a instruit les responsables des secteurs concernés d'accélérer l'achèvement des travaux, de finaliser l'équipement des nouveaux établissements et d'assurer leur raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, tout en veillant à la levée des éventuelles réserves techniques avant leur mise en service. Concernant les services de restauration et de transport scolaires, il a insisté sur la finalisation des procédures

contractuelles et l'entrée en vigueur des conventions conclues avec les opérateurs concernés, notamment au profit des établissements qui entreront en service à la prochaine rentrée. Le wali a également ordonné l'aménagement des espaces destinés à accueillir les foires de fournitures scolaires à des prix compétitifs, dont l'ouverture est prévue 15 jours avant la rentrée, afin de contribuer à l'allègement des charges des familles.

APS

La nouvelle barre de recherche de Google, alimentée par l’IA, menace de bouleverser le journalisme

Le journalisme indépendant a besoin d’une bouée de sauvetage pour survivre, alors que Google incite les lecteurs à se tourner vers des résumés générés par l’IA au lieu de liens vers des articles de journalistes.

1^{ère} partie

Par Negin Owliaei, Maya Schenwar, Ziggy West Jeffery

Le mois dernier, Google a fait une annonce susceptible de bouleverser le monde du journalisme, en accélérant la transition d’Internet vers un paysage largement dominé par l’intelligence artificielle et en servant ainsi la stratégie de Trump visant à museler les médias. Lors de sa conférence des développeurs en mai, l’entreprise a annoncé les changements les plus disruptifs apportés à Google Search depuis plus de 25 ans. Google Search va réduire encore davantage l’importance de son index Web (cette liste de liens que les internautes peuvent explorer à leur guise). Au lieu d’afficher les liens en évidence, il deviendra de plus en plus une plateforme qui répond directement aux questions grâce à l’IA, en ne renvoyant qu’aux sources qu’il décide de mentionner dans son aperçu. Dans la majorité de nos tests, l’aperçu généré par l’IA était suivi d’un bloc important de résultats sponsorisés et d’un mélange de vidéos, de courts extraits, de publications tendance et de discussions. Les liens d’index (par exemple, vers des articles sur des sites d’actualités et des études de recherche) ne se voyaient attribuer qu’une infime partie de l’espace. De plus, Google incite fortement les lecteurs à utiliser le mode IA, qui supprime complètement les liens d’index. Concrètement, cela signifie que les utilisateurs du plus grand moteur de recherche au monde verront s’afficher, en réponse à leurs requêtes, un résumé généré par un robot basé sur l’IA, développé par un géant du secteur entretenant des liens étroits avec l’administration Trump. Cette évolution majeure s’inscrit dans la continuité du lancement d’« AI Overview » en 2024 et d’« AI Mode » en 2025, et s’oriente vers une quasi-suppression de la capacité de l’utilisateur à effectuer des recherches de manière autonome, pour aboutir à une expérience d’Internet (et, par conséquent, pour beaucoup, de la vie) largement dictée par l’IA. Il faut tenir compte du contexte politique dans lequel s’inscrit cette évolution. Alphabet (la société mère de Google), tout comme la société mère de Facebook (Meta), ainsi qu’Amazon, Apple, Microsoft et Nvidia, figuraient parmi les grandes entreprises technologiques qui ont fait des dons pour l’investiture du président Donald Trump. Elles ont également systématiquement cédé aux récentes manœuvres de Trump.



L’automne dernier, YouTube, filiale d’Alphabet, a accepté un accord à l’amiable de 24,5 millions de dollars dans le cadre d’un procès lié à la suspension de la chaîne YouTube de Trump par la plateforme. La majeure partie de cette somme sera affectée à la désormais tristement célèbre salle de bal de la Maison Blanche de Trump. De même, Meta a accepté un règlement de 25 millions de dollars en 2025. Sur cette somme, 22 millions de dollars ont été affectés à la bibliothèque présidentielle de Trump. À l’instar de Google, Meta prend depuis longtemps des mesures qui ont profondément déstabilisé le secteur de l’information. En 2018, Mark Zuckerberg, PDG de Facebook, a décidé que la plateforme donnerait la priorité à l’affichage des publications de leurs amis pour les utilisateurs de Facebook, réduisant ainsi considérablement leur capacité à voir les publications des organes de presse qu’ils avaient choisi de suivre. En d’autres termes, à la suite d’un simple changement d’algorithme, les plus de 758 000 personnes qui s’étaient alors inscrites avec enthousiasme pour recevoir des liens vers tous les articles de Truthout dans leur fil d’actualité Facebook ont soudainement cessé de voir la majorité de nos publications. Cela a entraîné une baisse considérable du trafic sur l’ensemble des sites d’information, dont beaucoup avaient été constamment encouragés par Face-

book à développer leur présence sur la plateforme. Chez Truthout, plus de 90 % de notre trafic provenant de Facebook a disparu, ce qui a réduit notre trafic global de 40 % et, par conséquent, les dons dont nous dépendons pour survivre. Les bouleversements chaotiques survenus chez Twitter ont également contribué à déstabiliser l’écosystème journalistique. En 2022, lorsque Elon Musk a finalisé le rachat de cette plateforme, cette opération a rapidement transformé le réseau social en un repaire de trolls d’extrême droite, de désinformation et de contenu généré par des robots. Cette spirale de toxicité et de désinformation a contraint de nombreuses personnes de gauche à quitter X, ce qui a entraîné une baisse du trafic vers les sites web progressistes provenant de la plateforme. Au fil de ces changements, les organes de presse comme le nôtre ont eu du mal à faire face à la baisse considérable du nombre de lecteurs et des revenus qui en a résulté, ainsi qu’à la perte de confiance, tout à fait compréhensible, de nos lecteurs envers les réseaux sociaux et les moteurs de recherche qui nous avaient initialement permis de nous développer. Les changements algorithmiques soudains, la dépriorisation de l’actualité et le recours accru aux résumés générés par l’IA ébranlent les fondements économiques mêmes du

journalisme. Parallèlement, on fait croire aux éditeurs qu’ils peuvent réduire leurs coûts en remplaçant leur personnel par l’IA. Les liens avec le programme de Trump ne sont pas difficiles à voir. Trump n’a jamais caché sa critique des médias, en particulier ceux qui sont de gauche et qui critiquent son administration. Facebook et Google censurent le journalisme sur leurs plateformes et affaiblissent la capacité des médias à demander des comptes à Trump, tout en faisant des dons à Trump et en réglant des procès de plusieurs millions de dollars en sa faveur. Que Facebook et Google cèdent à Trump par crainte de représailles économiques, par affinités politiques, par souci de faire grimper le cours de leurs actions ou pour rester à la pointe de la technologie, les conséquences sont désastreuses pour le journalisme et la démocratie.

L’IA sape le journalisme et brouille la vérité

Nous avons déjà vu certains éditeurs privés tenter de prendre le train de l’IA en marche, en affirmant que l’IA finira tôt ou tard par s’imposer dans notre secteur, coûteux mais indispensable. Ils présentent l’IA comme un moyen de résoudre le problème le plus épineux du journalisme : le coût du reportage. Mais en réalité, ils proposent une vision du journalisme qui s’apparente à du contenu sans journalistes, juste un ramassis d’informations régurgitées, d’une exactitude variable. Prenons un exemple très médiatisé de l’année dernière : à peine deux mois après que le Chicago Sun-Times eut licencié 20 % de son personnel, le journal a publié une liste de lectures estivales générée par l’IA et fournie par une société tierce.

(A suivre)

(*) Negin Owliaei est rédactrice en chef de Truthout. Journaliste primée, elle a auparavant travaillé pour « The Take », le podcast d’actualité quotidien phare d’Al Jazeera.
(*) Maya Schenwar est directrice du Centre Truthout pour le journalisme citoyen. Elle est également présidente du conseil d’administration de Truthout.
(*) Ziggy West Jeffery est directeur général de Truthout et coprésident du conseil d’administration de The Real News Network. Il est un fervent défenseur des médias indépendants et de la justice sociale. Vous pouvez le suivre sur Bluesky.
Source: Truthout, publié le 09/06/2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

DANS LE DOMAINE
DES MINÉRAIS
CRITIQUES ET DES
TERRES RARES

La Mauritanie et
les États-Unis
signent un accord
de coopération

Le ministre des Mines et de l'Industrie, M. Dy Ould Zeine, et la chargée d'affaires de l'ambassade des États-Unis d'Amérique en Mauritanie, Mme Corina R. Sanders, ont signé, mardi au siège du ministère à Nouakchott, un accord-cadre entre les deux pays visant à renforcer la coopération dans le domaine de la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques et en éléments des terres rares, ainsi qu'à développer les activités d'extraction et de transformation de ces ressources. Cet accord établit un cadre de coopération commun destiné à soutenir le développement du secteur des minerais critiques, à renforcer la résilience et la sécurité des chaînes d'approvisionnement, à encourager les investissements et à favoriser l'échange d'expertises. Il devra ainsi contribuer au développement des opérations minières et de transformation, ainsi qu'à la création de valeur ajoutée à partir des ressources minérales, dans le cadre d'un partenariat au service des intérêts communs des deux pays. La signature de cet accord intervient dans le cadre des efforts entrepris par la Mauritanie pour consolider sa position en tant que destination d'investissement prometteuse dans le secteur des minerais stratégiques et tirer profit de la demande mondiale croissante en minerais critiques et en éléments des terres rares, considérés comme des matières premières essentielles aux industries de pointe et aux technologies liées à la transition énergétique. Prenant la parole à cette occasion, le ministre des Mines et de l'Industrie a indiqué que cet accord témoigne de la confiance dont bénéficie aujourd'hui la Mauritanie auprès de la communauté internationale en général et des États-Unis d'Amérique en particulier, grâce à son arsenal juridique et à l'efficacité de la diplomatie conduite par le Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Il a souligné que cette coopération offre aux deux pays amis l'opportunité d'examiner ensemble les différentes voies de partenariat et de valoriser conjointement les minerais critiques dont dispose la Mauritanie. Pour sa part, la chargée d'affaires de l'ambassade des États-Unis d'Amérique a déclaré que cet accord-cadre jette les bases d'une relation susceptible d'attirer les investissements du secteur privé américain dans les domaines de l'exploration, de l'exploitation minière et de la transformation industrielle en Mauritanie. Elle a ajouté que cette coopération contribuera au transfert de technologies et de meilleures pratiques, ainsi qu'à la création d'emplois durables pour les travailleurs mauritaniens. La diplomate américaine a également estimé que cet accord-cadre constitue un signal adressé aux investisseurs et aux entrepreneurs du monde entier, indiquant que la Mauritanie est prête à devenir un acteur majeur de l'économie mondiale.

R. I.

ÉGYPTE/MALGRÉ LA BAISSÉ DU BRENT

Madbouly défend le gel des prix
des carburants

Les marchés pétroliers mondiaux restent sous haute tension depuis la reprise des hostilités entre les États-Unis et l'Iran. L'Égypte, importatrice nette de gaz naturel, surveille de près ces évolutions et leurs conséquences sur son économie.

Le Premier ministre égyptien Moustafa Madbouly a défendu mardi 16 juillet, la décision du gouvernement de ne pas avoir réduit les prix locaux des carburants lorsque les cours mondiaux du pétrole avaient brièvement reculé, indique un communiqué du cabinet égyptien publié sur le compte Facebook de l'institution. « Il y a deux semaines, des voix s'élevaient pour demander une baisse des prix locaux après la chute des cours internationaux. Nous avons alors insisté sur la nécessité d'éviter des changements de politique fréquents sans évaluation rigoureuse », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, d'après des propos rapportés par Amwal Al Ghad. La suite des événements semble lui avoir donné raison. Le Brent, référence mondiale du pétrole brut, est remonté à environ 85 dollars le baril après être retombé à 72 dollars, selon Trading Economics. Une évolution qui illustre la volatilité des marchés depuis la reprise des hostilités entre les États-Unis et l'Iran. Madbouly a précisé que l'Égypte surveille étroitement ces tensions et leurs répercussions

sur les marchés énergétiques mondiaux. « La guerre en cours n'a produit aucun vainqueur. Tout le monde en paie le prix, et l'économie mondiale supporte le coût de ces conflits », a déclaré le Premier ministre. Pour faire face à cette volatilité, le gouvernement a renforcé la coordination entre le gouverneur de la Banque centrale d'Égypte, le ministre des Finances et le ministre du Pétrole, afin de sécuriser les approvisionnements en carburant pendant la période estivale, selon le communiqué du cabinet. « Nous sommes en pleine saison estivale et, malgré toute la volatilité, la situation reste stable », a assuré Madbouly, toujours selon Amwal Al Ghad.

Une transition énergétique accélérée pour réduire la dépendance aux importations

Au-delà de la gestion immédiate de la crise, le Premier ministre a mis en avant les investissements à long terme engagés par l'Égypte pour réduire sa dépendance aux carburants importés. Il a indiqué tenir des réunions hebdomadaires avec le ministre de l'Électricité pour accélérer le déploiement des énergies renouvela-

bles, solaire et éolien notamment, dans le mix électrique national. Sur le plan nucléaire, Madbouly a annoncé que l'installation de la cuve sous pression du deuxième réacteur de la centrale d'El Dabaa est achevée. Le premier réacteur est attendu pour produire de l'électricité d'ici fin 2028, les autres unités devant suivre progressivement, d'après Egypt Independent. « Ces grands projets nationaux sont essentiels pour réduire la facture d'importation de carburants de l'Égypte, qui reste un fardeau considérable dans le contexte géopolitique actuel », a souligné le Premier ministre de l'Égypte. Autosuffisant en gaz pendant plusieurs années, l'Égypte est aujourd'hui importatrice nette. La cause principale est le déclin de la production du champ Zohr, le plus grand gisement gazier du pays, dont la production a fortement reculé depuis son pic de 2021, selon Enerdata. Conséquence, les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) ont bondi de 188 % au cours des onze premiers mois de 2025, selon Egypt Oil & Gas.

Synthèse R. I.

TUNISIE

Coupures d'électricité face à une canicule historique

La STEG impose des délestages tournants alors que la demande bondit de 30% et que les températures dépassent 48°C dans plusieurs régions du pays. La Tunisie traverse une crise énergétique majeure depuis mi-juillet 2026. Une canicule exceptionnelle a fait exploser la consommation électrique, dépassant les capacités de production nationale. Pour éviter un black-out total, la société nationale STEG a instauré des coupures tournantes qui touchent tout le pays. Depuis dimanche 7 juillet, la Tunisie subit des coupures d'électricité tournantes qui affectent l'ensemble du territoire national. La Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG) a mis en place ce dispositif de délestage pour éviter un effondrement complet du réseau électrique, sous tension face à une demande record provoquée par une vague de chaleur historique. Les températures ont atteint des niveaux exceptionnels pour la saison, avec des pics à 48°C dans l'intérieur du pays et jusqu'à 49°C localement à Tozeur, selon les relevés météorologiques. Cette canicule a entraîné un recours massif à la climatisation dans les foyers et les entreprises tunisiennes.

Une demande qui dépasse les capacités de production

La consommation électrique a bondi de plus de 33% durant les heures de pointe, atteignant 5000 mégawatts (MW), selon les données rapportées par plusieurs médias tunisiens. Or, la capacité maximale de production de la STEG est estimée à 4630 MW, créant un déficit d'environ 400 MW que l'opérateur peine à combler. Fayçal Trifa, président-directeur général de la STEG, a expliqué mercredi 17 juillet sur Radio Mosaïque que la demande excède les capacités depuis le week-end précédent. « Nous avons dû instaurer des coupures tournantes pour préserver la stabilité du réseau national et éviter un black-out généralisé », a-t-il déclaré. La situation s'est aggravée dans la nuit du 14 au 15 juillet, lorsqu'une panne électrique majeure

a plongé une grande partie du pays dans le noir. Des millions de foyers ont été touchés, notamment dans le Grand-Tunis, à Tataouine, Nabeul et Monastir. Selon Trifa, cette panne a été exacerbée par un incident technique survenu sur le réseau algérien interconnecté, qui limite désormais l'approvisionnement via les lignes transfrontalières.

Des coupures programmées à travers tout le pays

La STEG a annoncé des coupures d'électricité pour le 17 juillet entre 11h00 et 15h00, ainsi que d'autres plages horaires variables selon les régions. Ces délestages touchent de nombreux gouvernorats et toutes les catégories de clients, résidentiels comme industriels, à travers le territoire. L'opérateur énergétique a toutefois indiqué prioriser les hôpitaux et les institutions vitales lors de ces délestages. Dans les quartiers résidentiels, les coupures sont conçues pour être courtes et alternées afin de répartir l'effort sur l'ensemble du réseau. La coopération énergétique avec les pays voisins, notamment l'Algérie et la Libye, reste limitée en raison de leur propre forte demande durant cette période de chaleur extrême qui touche tout le Maghreb.

Un impact économique chiffré en dizaines de millions

Les conséquences économiques de cette crise énergétique sont considérables. L'économiste Hazem Krichen estime que les pertes pourraient atteindre 50 millions de dinars si les délestages se prolongent, chaque kilowattheure non distribué représentant une perte de 4 à 5 dinars pour l'économie nationale. La Fédération Tunisienne du Textile et de l'Habillement (FTTH) a signalé un ralentissement de l'activité du secteur, l'un des piliers de l'industrie tunisienne orientée vers l'exportation. Les perturbations électriques pourraient se poursuivre jusqu'au 22 juillet, selon les prévisions de la STEG, compromettant la produc-

tion de nombreuses entreprises. Les commerces, restaurants et services dépendants d'une alimentation électrique stable subissent également les contrecoups de ces coupures répétées, particulièrement pénalisantes en pleine saison touristique estivale.

Appel à la sobriété énergétique

Face à cette situation critique, la STEG exhorte les citoyens tunisiens à rationaliser leur consommation d'électricité, en particulier durant les heures de pointe entre 13h et 17h. L'opérateur demande aux ménages de limiter l'usage de la climatisation, d'éteindre les appareils non essentiels et de décaler certaines consommations aux heures creuses. Ces mesures de sobriété volontaire visent à réduire la pression sur un réseau déjà au bord de la saturation et à limiter la fréquence des délestages programmés.

Des faiblesses structurelles mises à nu

Cette crise révèle les vulnérabilités du système électrique tunisien face à des épisodes climatiques extrêmes. Le réseau national, dimensionné pour une demande moyenne inférieure, peine à absorber les pics de consommation estivaux qui tendent à s'intensifier avec le réchauffement climatique. Le parlement tunisien a récemment approuvé un prêt de 430 millions de dollars destiné à renforcer les capacités de la STEG et moderniser les infrastructures énergétiques du pays. Ces investissements visent à augmenter la capacité de production et à améliorer la résilience du réseau face aux chocs climatiques. Toutefois, ces projets de renforcement ne produiront leurs effets qu'à moyen terme, laissant le pays vulnérable aux crises énergétiques immédiates lors des vagues de chaleur estivales. La Tunisie connaît régulièrement des tensions sur son réseau électrique durant l'été, mais la canicule de juillet 2026 représente un stress test sans précédent pour le système, révélant la nécessité d'accélérer la transition énergétique et de diversifier les sources de production.

TANZANIE

L'indien Dalmia Bharat Sugar investira 132 millions \$ dans un complexe sucrier intégré

La Tanzanie est l'un des principaux consommateurs de sucre en Afrique de l'Est. Le pays, qui est déjà le premier exportateur de riz et de maïs de la sous-région, nourrit aussi des ambitions commerciales dans cette filière.

Le Conseil d'administration de l'entreprise indienne Dalmia Bharat Sugar and Industries a approuvé le mardi 14 juillet, la mise en place d'un complexe sucrier intégré en Tanzanie, pour un montant estimé à 132 millions USD. Selon les détails divulgués par la compagnie, le projet sera déployé via sa filiale Eagle Agrotech Tanzania Limited, qu'elle contrôle à 51 %. Il s'appuiera sur une plantation de 10 000 hectares de canne à sucre, avec la possibilité d'étendre la surface à 20 000 hectares à long terme. Celle-ci fournira en matières premières une usine d'une capacité de production d'environ 70 000 tonnes de sucre par an, avec un potentiel d'extension à jusqu'à 150 000 tonnes par an. À cette production sucrière s'ajoutera une centrale de co-génération de 20 MW, extensible à 40 MW, ce qui permettra d'intégrer la valorisation énergétique de la biomasse, notamment de la bagasse (résidu fibreux de la canne obtenu après broyage) dans le modèle économique du site. Cet investissement annoncé devrait étoffer un peu plus le paysage agro-sucrier tanzanien, déjà marqué par la présence d'acteurs historiques comme la Kilombero Sugar Company (KSC - premier producteur de sucre du pays, détenue à



75 % par le géant sud-africain Illovo Sugar Africa et à 25 % par le gouvernement tanzanien), la Tanzania Plantation Company (TPC Limited), Kagera Sugar et Mtibwa Sugar. Au-delà la concurrence qu'elle stimulera, la mise en place de cette usine soutiendra surtout les efforts des autorités qui, en février dernier, ont indiqué rechercher davantage de capitaux privés, qu'ils proviennent d'investisseurs étrangers ou locaux, afin de renforcer les capacités de production de l'industrie nationale. En effet, si le pays a franchi pour la première fois le cap des 600 000 tonnes en 2025 selon les données du Conseil du sucre (Sugar Board of Tanzania-SBT), ce niveau reste encore trop juste face à des be-

soins nationaux estimés à environ 550 000 tonnes. Avec la demande croissante tirée par la hausse démographique, l'industrie doit encore monter en régime pour consolider ses acquis, mais aussi s'imposer sur un marché régional où plusieurs acteurs plus efficaces comme l'Ouganda ou la République de Maurice, dominent les exportations vers les pays déficitaires, comme le Kenya. Alors que la Tanzanie dispose de plusieurs atouts, dont un cycle de croissance de la canne à sucre d'environ 12 mois, plus court qu'en Ouganda (18 mois) et au Kenya (24 mois), ce qui lui permet des rotations plus rapides, les observateurs soulignent qu'un accroissement du soutien public à l'appareil productif sera une des clés pour améliorer la situation de la filière, de l'irrigation au financement en passant par l'accès à des tiges à haut rendement. En attendant, l'investissement du groupe indien avec sa propre plantation pourrait déjà apporter de la technologie industrielle et une expertise de gestion sur toute la chaîne, de la culture de la canne à la transformation du sucre, en passant par la valorisation énergétique des sous-produits de la canne.

Synthèse R. I.

AGRICULTURE

Le Bénin obtient 114 millions \$ de la BEI et de la BIIC

Ce financement, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie Global Gateway de l'Union européenne, permettra notamment au Bénin de renforcer ses chaînes de valeur agricoles, d'accroître la transformation locale, de créer davantage d'emplois et de sécuriser ses échanges commerciaux avec l'Europe. Le Bénin a obtenu un financement de 100 millions d'euros (114 millions \$) de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque internationale pour l'industrie et le commerce (BIIC) afin de renforcer les chaînes de valeur agricoles stratégiques, essentielles à l'économie nationale et aux industries européennes. Ce financement, annoncé le mardi 14 juillet, renforcera l'accès au financement des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que des entreprises de taille intermédiaire béninoises, avec les chaînes de valeur agricoles intégrées comme principale priorité. Dans le cadre de ce partenariat, trois secteurs clés sont visés. Le premier est celui du coton et des textiles, en vue de renforcer la transformation locale afin de sécuriser les chaînes d'approvisionnement européennes et d'améliorer la traçabilité. Le second concerne le soja,

dont la transformation locale sera développée afin de diversifier les sources d'approvisionnement. À cela s'ajoute la noix de cajou, pour laquelle la promotion du tri et de la transformation locale doit permettre de créer des chaînes de valeur plus résilientes et conformes aux normes européennes. « Au total, au moins 70 % du financement sera consacré à ces trois secteurs, contribuant ainsi à la mise en place de chaînes de valeur plus intégrées entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE », souligne le communiqué de la BEI. Signé dans le cadre de l'initiative « Women for Stronger Communities and Growth », l'accord de financement permettra également de soutenir la résilience économique des femmes et des communautés face aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire.

Un secteur en pleine expansion, mais confronté à des défis

Au Bénin, selon les données du Fonds international de développement agricole (FIDA), le secteur contribue à près de 30 % du PIB et mobilise 70 % de la population active. Le coton demeure la principale culture d'exportation, suivi de la noix de cajou, de la noix de karité,

du café, des produits issus du palmier, de l'ananas et du cacao. Ces filières jouent un rôle clé dans les exportations béninoises, tout en approvisionnant indirectement les marchés européens. Cependant, le secteur reste marqué par des fragilités liées aux aléas climatiques, au manque d'intrants agricoles, à la faiblesse des systèmes d'irrigation, aux rendements limités et à la forte dépendance à quelques cultures d'exportation, comme le coton, l'ananas, le soja ou la noix de cajou. À cela s'ajoute un accès limité au financement. Grâce au Programme d'action du gouvernement (PAG 2016-2021 et PAG 2021-2026) et au Plan stratégique de développement du secteur agricole (PSDSA), le secteur a connu une modernisation rapide, grâce à des investissements dans la mécanisation, l'irrigation et la structuration des filières. Le pays ambitionne de renforcer sa position parmi les principaux producteurs et exportateurs agricoles du continent. Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie Global Gateway de l'Union européenne, qui vise à sécuriser et à diversifier les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Agence

GHANA

Le gouvernement vise 70 % de carburants produits localement

Le Ghana produit du pétrole brut depuis 2010, mais importe la quasi-totalité de ses carburants. Le pays cherche à changer cette réalité en développant ses capacités de raffinage. Le Ghana veut produire 70 % de ses carburants sur son propre territoire. John Abdulai Jinapor (photo), le ministre de l'Énergie et de la Transition verte, a rendu public cet objectif à l'occasion de la 7ème édition de la Conférence internationale du pétrole du Ghana (GhIPCon 2026) qui s'est tenue à Accra les jeudi 16 et vendredi 17 juillet. Selon les informations relayées par MyJoyOnline, le pays compte concrétiser cet objectif en s'appuyant sur l'extension de deux installations. La première installation concernée est la Tema Oil Refinery (TOR), la raffinerie publique historique du Ghana, rouverte en décembre 2025 après plusieurs années d'arrêt. Elle tourne actuellement à environ 28 000 barils par jour, bien en dessous de sa capacité maximale de 45 000 barils, selon sa direction. La seconde est la Sentuo Oil Refinery, première raffinerie privée du pays, construite par le groupe chinois Sentuo pour 1,98 milliard de dollars et inaugurée en janvier 2024. Elle traite actuellement jusqu'à 40 000 barils par jour. Une phase d'agrandissement, financée par un prêt de 200 millions de dollars coordonné par Ecobank Ghana, doit porter cette capacité à 100 000 barils par jour, a rapporté Agence Ecofin en juin. Si, pour l'extension de la Sentuo Oil Refinery, le processus de financement est déjà engagé, pour la TOR, ni le montant des investissements nécessaires ni le calendrier n'ont été précisés par le ministre. Pour alimenter ces raffineries en pétrole brut local, le gouvernement a déjà alloué un million de barils de pétrole brut extrait du champ Jubilee aux raffineries nationales. Le ministre a annoncé que la prochaine allocation ira directement à la Tema Oil Refinery.

Une ambition née au cœur de la crise d'Ormuz

Ces annonces s'appuient sur des signaux encourageants dans le secteur pétrolier ghanéen. Le champ Jubilee a récemment atteint 95 000 barils par jour, son plus haut niveau depuis plusieurs années, tandis que la production de gaz associé a augmenté de plus de 50 millions de pieds cubes par jour, selon les données présentées lors de la conférence. Ce contexte favorable contraste avec les difficultés que traverse le pays depuis la fermeture du détroit d'Ormuz en février. Le Ghana qui importe une grande partie de ses carburants raffinés, a subi de plein fouet la hausse des prix mondiaux. Pour protéger les consommateurs, l'État a absorbé une partie de cette augmentation pendant huit semaines consécutives, en subventionnant à certains moments le diesel à hauteur de 2 cedis par litre, rappelle Capital FM. Cette expérience a mis en évidence une vulnérabilité structurelle. Pour le gouvernement, des subventions temporaires ne peuvent pas tenir lieu de politique énergétique durable. L'État appelle désormais à des investissements de long terme dans le raffinage domestique, les réserves stratégiques de pétrole, les infrastructures de stockage modernes et la diversification des chaînes d'approvisionnement.

R. I.

BOURSE ZURICH

Le SMI résiste à la déroute des semi-conducteurs

La Bourse suisse a terminé la semaine sur une bonne note, clôturant la séance de vendredi dans le vert. Face à l'aversion au risque des investisseurs et à leurs doutes persistants quant à la force de l'essor de l'intelligence artificielle (IA) et à la croissance des entreprises actives dans ce secteur, le marché suisse s'est montré résistant.

"La pression à la vente dans le secteur technologique, en particulier sur les valeurs des semi-conducteurs, se maintient", a souligné Andreas Lipkow, de CMC Markets. Il estime qu'"un mélange toxique, composé de la crainte des conséquences d'une escalade de la guerre en Iran et, par conséquent, d'une hausse des taux d'intérêt, pousse les investisseurs à se détourner des actions."

De plus, la conjoncture économique encore solide aux États-Unis, conjuguée à une inflation menaçante due à la hausse des prix du pétrole, pourrait contraindre la Réserve fédérale américaine (Fed) à adopter une politique monétaire plus restrictive plus rapidement que ce qui avait été prévu et anticipé jusqu'à présent, ajoute l'expert. "Cette incertitude croissante engendre un climat de confiance très fragile sur le marché boursier."

Vers 17h26 à Wall Street, l'indice Nasdaq - qui rassemble les géants technologiques - reculait de 1,52% et l'indice élargi S&P 500 perdait 0,78%, le Dow Jones restant proche de l'équilibre, ne cédant que 0,04%.

Sandoz en forme

Après avoir ouvert en légère hausse, le SMI a évolué de manière hésitante, passant plusieurs fois du rouge au vert, avant de remonter en début d'après-midi, atteignant un plus haut du jour à 14'354,98 points. L'indice phare a finalement achevé la séance sur un gain de 0,54% à 14'343,70 points. Le SLI a clôturé sur une progression de 0,33% à 2298,35 points et l'indicateur élargi SPI a grappillé 0,44% à 20'156,26 points. Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, onze ont perdu du terrain, les dix-neuf autres en gagnant. Touché par le déroute des semi-conduc-

teurs, l'équipementier de salles blanches VAT Group a trébuché de 3,6% et hérité de la lanterne rouge. Les bancaires ont aussi fait pâle figure, le numéro un helvétique du secteur UBS chutant de 1,9%, tout comme le gestionnaire de fortune Julius Bär. Le géant du luxe Richemont (-1,6%) a aussi peiné, à l'image du sous-traitant pharma Lonza (-1,3%) et du cimentier nord-américain Amrize (-1,1%).

Du bon côté de la barre, le spécialiste des génériques Sandoz Group (+3,1%) a terminé sur la plus haute marche du podium, devant le fabricant d'accessoires et périphériques informatiques Logitech (+2,4%) et le réassureur Swiss Re (+1,8%). Les autres valeurs de l'assurance ont également fait bonne figure, Zurich Insurance prenant 1,8%, Helvetia Baloise 1,1% et Swiss Life 1,0%.

Les trois poids lourds de la cote ont également soutenus les indices, le géant alimentaire Nestlé s'efforçant de 1,2% et le géant pharma Novartis de 1,4%. Le bâlois a annoncé que le gendarme américain du médicament (FDA) a autorisé la mise sur le marché de Fabhalta (iptacopan) pour ralentir la perte de fonction rénale chez les adultes atteints de néphropathie à immunoglobuline A, une maladie auto-immune chronique des reins. Le bon du voisin et concurrent Roche a fini sur un gain de 0,8%.

Le gestionnaire d'actifs Partners Group (+1,1%) a fait face à de nombreux abaisséments d'objectifs de cours, après un point de situation sur la marche des affaires publié mercredi. Plusieurs analystes se montraient toutefois confiants sur la croissance que peut dégager le groupe zougais.

Georg Fischer décolle

Sur le marché élargi, Georg Fischer s'est envolé de près de 14%. L'entreprise

schaffhouseoise a partiellement relevé ses objectifs pour l'ensemble de l'année pour son unité principale de tuyauterie Flow Solutions. Adecco a engrangé 5,8%. Exane BNP Paribas a relevé l'objectif de cours à 24 francs suisses, contre 19 francs suisses et maintenu à "outperform".

DKSH s'est par contre effondré de 4,6%. Sur les six premiers mois de l'année, les ventes nettes du facilitateur de distribu-

tion ont reculé. Il escompte un amélioration de la dynamique commerciale en seconde partie d'année.

Le fabricant de machines textiles Rieter s'est délesté de 5,2%, après avoir nettement creusé sa perte sur six mois. Le fabricant de machines Mikron a perdu 1,5%, dans la foulée d'un repli des ventes à mi-parcours.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 16 Juillet 2026 Valeur : 20 Juillet 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8136	132.8286
1	EUR	EURO	152.2841	152.3146
1	GBP	POUND STERLING	179.6235	179.6924
100	JPY	JAPANESE YEN	81.9230	81.9424
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6240	19.6266
1	CHF	SWISS FRANC	164.6382	164.6976
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.5360	94.5736
1	DKK	DANISH KRONE	20.3699	20.3775
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8202	13.8238
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.7214	13.7255
1	AED	UAE DIRHAM	36.1584	36.1645
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3632	35.3710
1	KWD	KUWAITI DINAR	431.7737	431.9629
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.6620	45.1108
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2356	14.2372
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7453	20.8519
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3154	3.3257
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.3942	180.3942

POINT-MARCHÉS

Wall Street finit en baisse, la correction liée à l'IA se poursuit

La Bourse de New York a fini en baisse vendredi sur fond de correction prolongée des valeurs liées à l'essor de l'intelligence artificielle (IA), celui-ci ayant largement alimenté la hausse des marchés depuis le début de l'année avant de devenir un mouvement global d'aversion au risque.

L'indice Dow Jones a cédé 0,77%, ou 406,55 points, à 52.146,42 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 76,08 points, soit 1,01% à 7.457,69 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 361,70 points, soit 1,40% à 25.520,244 points.

L'indice des semi-conducteurs de Philadelphie a subi sa plus forte baisse hebdomadaire depuis avril 2025 et accuse une chute de près de 18% depuis dé-

but juillet. Malgré ce recul, il affiche encore une progression d'environ 65% depuis le début de l'année, contre un gain de près de 9% pour le S&P 500 sur la même période.

Selon une analyse de Reuters, certains investisseurs exposés à l'IA ont commencé à se positionner en prévision d'un ralentissement des dépenses liées au secteur - qui représentent près de 1.000 milliards de dollars -, plusieurs gérants actifs réduisant déjà leur exposition.

"C'est comme si le marché souffrait d'une fatigue des valeurs liées aux puces électroniques", a déclaré Ryan Detrick, stratège en chef de Carson Group à Omaha, dans le Nebraska.

"Les valeurs des semi-conducteurs ont reculé lors de trois des quatre dernières semaines et les

inquiétudes restent les mêmes ; ces titres étaient allés beaucoup trop loin dans leur hausse et reviennent désormais sur terre."

Parmi les principaux secteurs du S&P 500, l'énergie a été le seul à progresser (+1,16%), soutenu par l'envolée des prix du pétrole brut sur fond de signes d'intensification des hostilités dans la guerre en Iran.

Dans le même temps, bien que la saison des résultats du deuxième trimestre n'en soit qu'à ses débuts avec 49 sociétés du S&P 500 ayant publié leurs comptes à ce stade, 90% d'entre elles ont annoncé des résultats supérieurs aux attentes, selon les données de LSEG.

Les analystes anticipent désormais une croissance agrégée des bénéfices du S&P 500 de 26,0% sur un an, contre une pré-

vision de hausse de 19,2% au 1er avril, toujours selon LSEG.

"Nous n'en sommes qu'au début de la saison des résultats, mais le démarrage est remarquable", a estimé Ryan Detrick.

"Au cours des prochaines semaines, de nombreux autres secteurs et industries publieront leurs chiffres. Mais jusqu'à présent, les banques ont vraiment donné le ton de manière positive."

Netflix a chuté de 7,3% après avoir annoncé des prévisions de résultats jugées décevantes, ce qui alimente les doutes sur la pérennité de la dynamique de croissance de ses contenus.

Uber Technologies a également baissé (-2,1%) après avoir annoncé l'acquisition de l'allemand Delivery Hero dans le cadre d'une opération évaluée à près

de 15 milliards de dollars.

Les actions d'Intuitive Surgical ont plongé (-14,2%) alors que le fabricant d'équipements médicaux a maintenu inchangées ses prévisions de croissance de procédures réalisées avec son système chirurgical da Vinci et averti que des modifications des régimes d'assurance pourraient retarder certains traitements de patients.

Sur le plan macroéconomique, le moral des consommateurs a atteint en juillet son plus haut niveau depuis cinq mois. En revanche, les mises en chantier de logements individuels et les permis de construire ont reculé, tandis que la production industrielle n'a progressé que de 0,1%.

R I/Agence

APRÈS DEUX DÉCENNIES DE DÉCLIN

L'Allemagne augmente sa production de gaz naturel

La production de gaz naturel en Allemagne devrait rebondir en 2025 après plus de vingt ans de déclin continu, principalement grâce à un nouveau gisement au large de l'île de Borkum, en mer du Nord. Cependant, les réserves de gaz et de pétrole de la première économie européenne continuent de diminuer.

L'Allemagne est à la pointe de la transition énergétique en Europe, les énergies renouvelables représentant plus de 50 % de sa production totale d'électricité. Selon le rapport annuel 2025 du Bureau des mines, de l'énergie et de la géologie de Basse-Saxe (LBEG), la production totale de gaz brut en Allemagne atteindra 4,5 milliards de mètres cubes en 2025, soit une augmentation de 2 % par rapport à 2024. C'est la première fois que la production de gaz du pays augmente depuis 2003. Le président de LBEG, Carsten Mühlenmeier, a déclaré que depuis 2003, la production de gaz allemande était en baisse constante et que 2025 marquerait la première fois qu'une augmentation, même modeste, serait enregistrée. La Basse-Saxe demeure le principal centre de production gazière d'Allemagne, assurant environ 98 % de la production nationale. Le reste est principalement extrait en Saxe-Anhalt. Selon LBEG, le principal facteur contribuant à inverser la tendance est la mise en service du gisement gazier offshore de l'île de Borkum, en mer du Nord, qui sera comptabilisé dans les statistiques



pour la première fois à partir de 2025. Ce gisement représente à lui seul environ 4 % de la production nationale de gaz. Sans cette nouvelle source de production, la production gazière allemande continuerait de diminuer. La société énergétique One-Dyas prévoit d'étendre ses activités sur le champ de Borkum d'ici fin 2026. La plateforme, située à environ 20 km de l'île de Borkum en mer du Nord, devrait atteindre sa capacité stable à partir du quatrième tri-

mestre 2026, produisant environ 2 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an. Ce niveau de production représente environ 7 % de la consommation de gaz des Pays-Bas et environ 2,5 % de celle de l'Allemagne. Parallèlement, la production de pétrole brut en Allemagne poursuit sa baisse. En 2025, elle devrait atteindre environ 1,6 million de tonnes, soit une diminution de 4,2 % par rapport à l'année précédente. Selon LBEG, la production nationale totale de pétrole et de gaz ne couvre actuellement qu'environ 5 % des besoins énergétiques de l'Allemagne. Le rapport indique également que les réserves nationales de ressources continuent de diminuer. Bien que près des deux tiers du pétrole et du gaz déjà extraits soient compensés par des réserves nouvellement découvertes, les réserves totales de gaz, certaines et probables, de l'Allemagne ont tout de même baissé de 4,1 %, pour s'établir à 33,3 milliards de mètres cubes. Les réserves de pétrole brut ont également diminué de 2,4 %, pour atteindre environ 20,7 millions de tonnes.

Agence

ITALIE

La Banque centrale relève légèrement sa prévision de croissance

La Banque d'Italie a revu légèrement à la hausse vendredi les prévisions de croissance du pays pour l'année 2026, estimée désormais à 0,6%, malgré les effets de la guerre au Moyen-Orient. La Banque, qui fait état de "résultats meilleurs qu'anticipé au premier trimestre", tablait jusqu'ici sur une croissance à 0,5% sur l'année en cours. La Banque a cependant revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2027, estimant que le produit

intérieur brut (PIB) n'augmenterait que de 0,4% (contre 0,8% prévu jusqu'ici), puis de 0,9% en 2028 (contre 0,8%). L'effet de la guerre au Moyen-Orient, avec les augmentations des coûts de l'énergie, devrait ainsi être lissé sur les prochains mois. L'inflation devrait elle grimper à 3,1% en moyenne sur l'année 2026, contre 2,6% prévu jusqu'ici, "principalement en raison de la hausse des prix de l'énergie", écrit l'institution, qui table sur une infla-

tion à 2% en 2027 et 2028. Alors que l'Italie souffrait déjà d'une croissance atone, l'activité économique a pâti au printemps du conflit au Moyen-Orient, selon les experts de la Banque qui soulignent que "l'accumulation de capital a ralenti et la consommation des ménages a décéléré". "Le commerce international a progressé plus rapidement que prévu au premier trimestre, porté par la demande de biens liés à l'IA; il devrait ralentir au second semestre

sous l'effet des tensions sur les chaînes d'approvisionnement engendrées par le conflit au Moyen-Orient", écrit la Banque dans un communiqué. "L'incertitude quant au contenu, au calendrier et à la mise en œuvre d'un accord entre les États-Unis et l'Iran continue de peser sur les perspectives de croissance mondiale et le commerce international", conclut l'institution.

Agence

PORTUGAL

Diesel et essence en forte hausse

Selon l'Automóvel Clube de Portugal (ACP) et les prévisions de la Direction générale de l'énergie et de la géologie (DGEG), le prix du gazole augmentera de 13,5 centimes et celui de l'essence de 6,5 centimes par litre. Ainsi, la semaine prochaine, le gazole coûtera aux consommateurs 1,988 euro le litre et l'essence 1,980 euro le litre. L'ACP précise que ces valeurs moyennes se fondent sur les « prix de la matière première à la clôture des marchés jeudi dernier », mais que des fluctuations des cours du brut et des carburants peuvent encore survenir d'ici vendredi. La guerre au Moyen-Orient, qui implique les États-Unis, Israël et l'Iran, continue d'alimenter la hausse des prix et le gouvernement s'est engagé à appliquer une réduction extraordinaire et

temporaire de l'ISP (impôt sur les produits pétroliers et énergétiques) chaque fois qu'une augmentation supérieure à 10 centimes sera constatée. Le détroit d'Ormuz, par lequel transitent 20 % du commerce mondial de pétrole et de gaz naturel, a été fermé dans un premier temps après le début de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, le 28 février, provoquant une flambée des prix du pétrole, des engrais et d'autres biens bien au-delà de la région et offrant à l'Iran une marge de manœuvre significative dans les négociations. Cette semaine, on a assisté à une intensification des combats entre les deux camps, qui a mis fin à l'accord provisoire visant à mettre un terme à la guerre contre l'Iran. Selon le journal Expresso, jeudi, la mi-

nistre de l'Environnement et de l'Énergie, Maria Graça Carvalho, a saisi l'ERSE d'une demande d'inspection afin de vérifier les prix des carburants pratiqués par les stations-service depuis 2024. Dans cette lettre, la ministre a demandé « une étude détaillée des deux dernières années, dans un délai de 20 jours, afin d'expliquer pourquoi les baisses des cours du pétrole sur les marchés internationaux mettent autant de temps à se répercuter sur les prix à la pompe », rapporte le Expresso. La baisse de la TVA sur les carburants est un sujet largement débattu, mais le ministre des Finances, Miranda Sarmento, a assuré lors du débat de mercredi qu'il ne toucherait pas au niveau de cet impôt.

R I.

CORÉE DU SUD

Séoul enregistre des sorties record de capitaux en Asie

Les marchés de la Corée du Sud ont subi de nouvelles pressions jeudi après que la Banque de Corée a relevé ses taux d'intérêt de manière inattendue et qu'une vague de ventes menée par le secteur technologique a déclenché un mécanisme de suspension temporaire des échanges, des développements qui soulignent la prudence croissante des investisseurs alors que le pays enregistre les plus importantes sorties de capitaux étrangers en actions d'Asie. ANZ Research indique que la Corée du Sud a enregistré un montant record de 30,5 milliards \$ de sorties de capitaux étrangers en actions au mois de juin, représentant le retrait le plus important parmi les marchés émergents d'Asie et la plus forte sortie mensuelle jamais enregistrée. Les actions de la région, hors Chine, ont connu des sorties de 53,3 milliards \$ au cours du mois, soit plus du double des 25,6 milliards \$ enregistrés en mai, tandis que les marchés obligataires ont continué d'attirer des entrées de capitaux. Khoon Goh, responsable de la recherche Asie chez ANZ, a déclaré qu'une partie de ces ventes reflétait probablement des « inquiétudes liées aux valorisations après la forte progression des marchés actions cette année, ainsi qu'un rééquilibrage des indices visant à éviter une surexposition au marché actions coréen ». Ce rapport intervient alors que les actifs sud-coréens ont subi de nouvelles pressions vendeuses jeudi, les valeurs liées aux semi-conducteurs et à l'intelligence artificielle enregistrant de larges baisses après que la banque centrale a relevé ses taux d'intérêt comme anticipé. Le KOSPI a chuté suffisamment pour déclencher un mécanisme de suspension temporaire des échanges en début de séance.

Agence

DÉPASSANT LES PRÉVISIONS

L'économie du Royaume-Uni progresse légèrement en mai

L'économie du Royaume-Uni a progressé de 0,1% en mai, dépassant les attentes des analystes et faisant preuve de résilience malgré les pressions persistantes sur le marché de l'énergie liées aux tensions au Moyen-Orient, selon les récentes données du PIB publiées par l'Office for National Statistics. Ce chiffre de croissance mensuelle a dépassé le consensus des prévisions, qui anticipaient une croissance nulle pour le mois. Les données suggèrent que l'économie du Royaume-Uni performe mieux que de nombreux analystes ne le prévoyaient, le pays se positionnant parmi les premières économies du G7 en termes de croissance au deuxième trimestre. Sanjay Raja, économiste en chef pour le Royaume-Uni chez Deutsche Bank, a noté que la publication du PIB a contredit les attentes, les services ayant assuré l'essentiel de la croissance. La recherche scientifique dans les sciences médicales a fourni la plus grande contribution positive d'un seul secteur, tandis que les activités liées à l'emploi ont progressé de 3% en glissement mensuel. La production de santé a augmenté de 0,4% et les services aux consommateurs ont progressé de 0,5% grâce à la solidité des dépenses de détail.

R I.

SES PERFORMANCES EN CODE SONT DÉCEVANTES

Google contraint de retarder Gemini 3.5 Pro

Gemini 3.5 Pro n'est pas au niveau de Claude Code ou de ChatGPT 5.3 Codex en codage. Si bien que Google est contraint de retarder son déploiement, en raison de performances jugées décevantes.



Selon le média américain Bloomberg, Google accuse plusieurs mois de retard dans le déploiement de Gemini 3.5 Pro, son modèle de langage le plus performant. À ce jour, seule la version 3.1 Pro reste disponible sur la plateforme Gemini, alors que les variantes 3.5 Flash et 3.5 Flash Lite ont déjà été mises en ligne depuis plusieurs semaines.

Des performances en programmation insuffisantes

Le retard serait directement lié aux capacités de programmation du modèle. D'après une source anonyme, Google a modifié les données utilisées pour entraîner ses modèles dans le but d'améliorer leurs compétences en codage. Les résultats obtenus n'ont cependant pas été à la hauteur des attentes, ce qui bloque le lancement pour l'heure. Cette situation est particulièrement dé-

rangeante pour Google, alors qu'OpenAI et Meta ont récemment publié des modèles qui affichent de meilleures performances dans ce domaine.

Un enjeu commercial pour Google

Ce retard soulève des questions sur la capacité de Google à fidéliser ses abonnés payants. Ces derniers, qui ont accès à des offres plus avancées que les utilisateurs gratuits, voient d'autres services proposer des modèles jugés plus performants. Plus le délai se prolonge, plus le risque de les voir migrer vers des plateformes concurrentes augmente. Or, Google cherche précisément à démontrer qu'il est capable de rentabiliser un produit dans lequel il a investi des milliards de dollars. Interrogé par Bloomberg, Google a apporté la réponse suivante : Nous déployons rapidement une large gamme de modèles tout en les mainte-

nant très rentables pour nos clients. Nous testons actuellement 3.5 Pro, une version Flash améliorée et d'autres modèles avec des partenaires, et nous collaborons activement avec le gouvernement américain sur les tests de modèles et les cadres réglementaires plus larges.

Un retard qui n'est pas le premier

Ce n'est pas la première fois que Google se retrouve derrière ses concurrents en termes de timing. En effet, lors du lancement de ChatGPT, l'entreprise avait déjà accumulé les mois de retard, changeant de nom assez souvent sur ses projets. De PaLM, on est passé à Bard, puis enfin à Gemini. Ce nouveau retard s'accumule, et il ne fait nul doute que l'entreprise saura rebondir, cependant, le temps presse pour rester au niveau de la concurrence.

Apple envoie des courriers d'avocat à des anciens employés passés chez OpenAI

Apple étend son offensive juridique contre OpenAI en visant une quarantaine d'anciens employés, soupçonnés d'avoir emporté des secrets industriels après leur départ. Ça chauffe entre Apple et OpenAI. Les actions en justice de la marque à la pomme envers le leader de l'IA vont maintenant jusqu'à envoyer des courriers d'avocat au domicile d'anciens employés d'Apple, passés chez OpenAI. On ne vole pas les secrets industriels d'Apple, et l'entreprise veut le faire savoir de manière ferme.

Des poursuites engagées contre certains anciens employés

Apple a engagé des démarches juridiques contre d'anciens salariés maintenant en poste chez OpenAI, dans le cadre d'un litige portant sur des soupçons de vol de secrets industriels.



Selon des informations rapportées par le Financial Times, la société a adressé des courriers formels exigeant la conservation de documents et preuves potentiellement liés à l'affaire à une quarantaine de ses anciens employés. Ces lettres, envoyées la semaine dernière, s'inscrivent dans la pro-

cédure lancée par Apple contre OpenAI et la société io Products, ainsi que contre deux anciens salariés nommément visés : Chang Liu et Tang Tan. La marque à la pomme suspecte que les allégations de détournement de propriétés intellectuelles pourraient concerner un nombre plus large de personnes que

celles initialement citées dans la plainte déposée le 10 juillet.

"Conservez tout"

Cette "preservation letter" envoyée par l'entreprise dirigée par Tim Cook constitue une notification officielle enjoignant à son destinataire de ne pas détruire ou modifier des éléments (emails, fichiers, échanges, etc.) susceptibles d'être utilisés comme preuves dans le cadre d'un contentieux. Apple n'a pas précisé publiquement la nature exacte des secrets industriels en jeu, ni les fonctions occupées par les anciens employés concernés chez OpenAI. L'affaire intervient dans un contexte de tensions croissantes entre les entreprises de la tech, autour de la protection des innovations et du recrutement de profils particulièrement intéressants.

Loin de ses préceptes d'antan, Elon Musk rachète une entreprise d'énergies fossiles



Il y a dix ans, Elon Musk qualifiait les énergies fossiles d'« expérience la plus stupide de l'Histoire ». Il vient discrètement de racheter une entreprise spécialisée dans les turbines au gaz et au diesel. L'opération n'a fait l'objet d'aucune annonce. Elon Musk a discrètement mis la main sur l'entreprise APR Energy en son propre nom, d'après un document officiel de la Federal Trade Commission (FTC), régulateur antitrust américain, déniché par le média spécialisé Electrek. Daté du 14 mai dernier, il confirme le feu vert accordé à l'acquisition. Basée en Floride, APR Energy fabrique des turbines mobiles au gaz naturel et au diesel, montées sur remorques, capables d'atteindre leur pleine puissance en moins de 10 minutes et d'être installées en quelques jours seulement. Sa flotte représente plus d'1 gigawatt de capacité de production.

Des turbines qui affectent des populations démunies

Sans surprise, cette nouvelle entité va servir à alimenter Grok, et va permettre à SpaceXAI (anciennement xAI), de s'assurer un accès direct à ce type de générateurs, sans dépendre d'un raccordement au réseau électrique classique. Et visiblement, l'entrepreneur n'en a que faire des plaintes des riverains de ses data centers Colossus, qui exploitent déjà ces dispositifs. Et certains fonctionnent depuis des mois sans permis malgré un impact néfaste pour la qualité de l'air environnante, qui affecte directement les riverains, majoritairement issus de la communauté afro-américaine et vivant sous le seuil de pauvreté. Jusqu'à 2 000 tonnes d'oxydes d'azote sont rejetées chaque année par les installations, estiment les associations environnementales, qui font part d'un risque de cancer quatre fois supérieur à la moyenne nationale à Boxtown, le quartier majoritairement défavorisé qui jouxte les installations.

Volte-face assumé

Ce rachat est on ne peut plus clair : Elon Musk a définitivement fait marche arrière sur ses ambitions environnementales, lui qui a cofondé Tesla dans l'espoir de faire basculer notre économie dans l'ère du solaire-électrique. Mais les temps ont changé. En décembre 2025, le constructeur de véhicules électriques a également retiré la mention « durable » de sa mission officielle.

Des voitures chinoises fabriquées dans les usines de Volkswagen, BMW ou Mercedes ?

Qui de Volkswagen, BMW ou Mercedes ouvrira le premier ses portes à une marque chinoise pour fabriquer de telles autos en Allemagne ? Impensable il y a 5 ans, cette idée prend forme. Le chancelier allemand en personne s'est exprimé sur le sujet, alors que des dizaines de milliers d'emplois seront supprimés dans les années à venir, notamment dans les rangs du groupe Volkswagen. Laisser le loup entrer dans la bergerie, ou prendre le risque de perdre totalement les usines ? Un jour ou l'autre, un constructeur allemand pourrait ouvrir la boîte de Pandore. Celle qui consiste à accueillir un constructeur chinois dans ses propres usines pour y fabriquer des voitures à destination des Européens. Eux qui ont déjà dit non plusieurs fois aux autos américaines (Chevrolet, Chrysler, Dodge...), et qui ont simplement accordé un laissez passer à Toyota et aux Coréens sous couvert d'une réputation de fiabilité pour le premier et d'offres commerciales (garanties, diversité des motorisations...) chez les seconds. Mais les Européens sont par nature conservateurs et aiment leurs propres marques, qui sont malgré tout en grande difficulté pour certaines. Chez Volkswagen, il n'est pas exclu d'un jour voir venir des Chinois en Allemagne. Le vers est-il déjà dans le fruit ?

Les Chinois veulent les usines européennes

Car ne nous y trompons pas, l'Europe n'est pas seulement un objectif d'expansion pour les Chinois : c'est aussi une question de survie pour certains. Car le marché chinois est dans une situation particulièrement compliquée cette année. Chute des ventes et des bénéfices, concurrence massive, la coupe est pleine. BYD fait d'ailleurs partie des groupes automobiles qui perdent le plus en ce moment en Chine. Alors forcément, tous les yeux sont rivés sur l'Europe et ces usines qui tournent à moitié à vide, faute d'une demande réduite d'un quart depuis la sortie du Covid.

Des usines prêtes à accueillir des voitures chinoises ? C'est déjà le cas de Stellantis qui n'a pas attendu pour tendre la main à Dongfeng, son partenaire en extrême orient. Mais ce n'est probablement que le début d'une nouvelle ère. La rumeur annonce que Volvo pourrait également ouvrir les portes de son usine de Gand à un constructeur chinois, et quid de Volkswagen qui prévoit de réduire le nombre de ses usines ? Plutôt que de détruire de l'emploi, autant le sauver grâce aux Chinois. Un moindre mal, et un avantage pour les Chinois qui souhaitent produire en Europe sans avoir au départ à construire un coûteux site de production en nom propre.

L'Allemagne n'est pas contre les Chinois, mais en dernier recours

Le chancelier allemand Friedrich Merz a été interrogé sur le sujet en marge d'une conférence à Berlin, et il ne s'est pas montré fermé à cette idée : « J'y vois une solution de dernier recours, et non une réponse aux problèmes structurels ». Selon lui, ce genre de décision n'appartient qu'aux entreprises, ce qui laisserait entendre que le pouvoir exécutif allemand ne se mêlerait pas de Chinois qui produiraient dans les usines des constructeurs nationaux. Un signal évidemment fort pour Volkswagen qui serait tenté de jouer cette carte en cas d'impossibilité de sauver toutes ses usines. On le sait, 4 d'entre elles seraient menacées dont celles de Neckarsulm pour Audi. Car Volkswagen étudierait en effet la possibilité de produire des modèles chinois développés avec Xpeng dans ses propres usines allemandes. Une sorte de tour de passe-passe dans un premier temps qui permettrait à Volkswagen de produire en Allemagne des modèles adaptés au marché chinois plutôt que de vraies allemandes qui sont en difficulté dans ce marché si tendu qu'est la Chine.

A L'HEURE DES SUV

Santana fait son retour avec un vrai 4X4

Loin d'être la marque la plus connue du grand public, Santana fait son retour en 2026. Après des années d'absence, la marque, qui s'était fait connaître auprès des amateurs de tout-terrain en construisant des Suzuki Samurai sous licence, revient avec un nouveau modèle fidèle à ses valeurs d'antan. À une époque où le SUV est roi, l'Espagnol revient avec un vrai 4X4 capable de sortir des sentiers battus. Il devrait débarquer d'ici la fin de l'année en Espagne.

Santana s'est fait connaître pour ses tout-terrains et n'a pas l'intention de changer ça. D'ici la fin de l'année, la marque proposera en Espagne son nouveau Cajal, un SUV qui se veut être un vrai franchisseur, capable de bien plus que d'escalader un trottoir. En tant que marque renaissant de ses cendres, Santana n'a pas pu développer un modèle maison de A à Z. C'est le fabricant chinois BAIC, actionnaire de l'entreprise, qui fournit la base : un BJ40. Un nom qui évoque l'un des Land Cruiser les plus mythiques de Toyota. Dans sa philosophie, le Sino-Espagnol est assez comparable, aussi bien par sa silhouette que par ses capacités.

Avec 4,79 m, le Cajal fait la même longueur qu'un Peugeot 5008. Hormis leur capacité à emmener toute une famille, les deux n'ont pas grand-chose en commun, et cela se voit tout de suite. Le Santana est haut (1,92 m) et large (1,94 m). Son look trapu ne laisse pas de place au doute : c'est un vrai 4X4. L'ensemble est assez carré, une forme déclinée sur de nombreux éléments, que ce soit le vitrage, les optiques, les passages de roues ou encore les rétroviseurs. Nous ne sommes définitivement pas en présence d'un modèle d'aérodynamisme, mais là n'est pas sa nature. La panoplie du bon baroudeur est complétée par la présence de la roue de secours sur le hayon. L'ensemble est cohérent et plutôt réussi, mais ne se démarque pas vraiment de ce que l'on connaît dans le segment lorsque l'on a en tête le look d'un Land Rover Defender ou d'un Ford Bronco, par exemple.

Un ramage à la hauteur du plumage

Parce qu'avoir un look de baroudeur, c'est bien, mais les capacités en franchissement qui vont avec, c'est mieux, Santana n'est pas avare en détails techniques en matière de tout-terrain. Avec sa garde au sol de 22 cm et ses porte-à-faux courts, le Cajal peut attaquer des pentes de 37° et passer dans des gués de 80 cm de profondeur.



Pour ce qui est de l'adhérence, il est bien entendu équipé de quatre roues motrices, mais bénéficie en plus de trois blocages de différentiel : avant, central et arrière. La boîte de vitesses automatique à huit rapports bénéficie d'une gamme courte afin d'exploiter au mieux le couple du moteur. Et puisque l'on n'a plus affaire à un rustique Samurai, le Cajal s'offre 11 modes de conduite pour toutes les conditions de roulage. Le 4X4 sera disponible en diesel de 163 ch et 390 Nm, en essence et en hybride rechargeable à prolongateur d'autonomie. Les caractéristiques de ces deux dernières versions ne sont pas encore connues. S'il venait à être commercialisé en France, il y a fort à parier que le Santana serait principalement vendu en hybride, à cause d'un malus prohibitif pour les versions 100 % thermiques.

Un modèle chinois sous couverture

Produit à Linares, en Espagne, et reprenant le nom de Santiago Ramón y Cajal, un grand scientifique du pays, le Santana Cajal n'en reste pas moins chi-

nois. Cette volonté d'hommage sera d'ailleurs renouvelée sur les futurs modèles du constructeur. Cette double nationalité est flagrante à l'intérieur. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre d'un baroudeur, le mobilier n'est pas rustique dans le Cajal. La planche de bord épurée est composée de trois écrans : un pour l'instrumentation derrière le volant et un double écran de 2 × 12,8 pouces au centre et devant le passager. Pour ce qui est de l'ergonomie, un essai permettra de se faire un véritable avis, mais les commandes physiques pour la climatisation et la molette centrale sont plutôt de bons indicateurs. La dotation ne manque de rien, avec des sièges électriques à mémoire, une multitude de caméras, des chargeurs à induction, des marchepieds électriques ou encore un éclairage Full LED. Pour le moment, beaucoup d'informations sont encore inconnues, aussi bien au niveau des motorisations que des prix ou de la potentielle vocation internationale du modèle. Ces interrogations devraient toutefois être rapidement levées, Santana promettant une commercialisation après l'été.

Hyundai : les employés ont tellement peur d'être remplacés par des humanoïdes qu'ils font grève

Chez Hyundai, des milliers d'ouvriers ont commencé à quitter leur poste plus tôt cette semaine. En cause, l'arrivée programmée de robots humanoïdes sur les chaînes de production, une perspective qui inquiète les travailleurs au plus haut point. En 2021, le constructeur sud-coréen mettait la main sur Boston Dynamics, spécialiste américain en robotique, notamment à l'origine du chien robot Spot. L'entreprise conçoit aussi l'humanoïde Atlas, dont elle a dévoilé une nouvelle version au début de l'année. D'une hauteur d'1 mètre 90, il peut

soulever plus de 45 kilogrammes et se déplacer avec une mobilité proche de celle d'un humain, fait-elle valoir. Sa présentation a d'ailleurs marqué les esprits, jusqu'à faire bondir l'action Hyundai de 85 % dans la foulée. Et le groupe prévoit évidemment d'en déployer plus de 25 000 unités dans ses usines à travers le monde. Une ambition qui n'est pas forcément au goût des salariés.

Les salariés exigent des garanties

Car les négociations salariales annuelles entre Hyundai et son syndi-

cat, qui représente environ 40 000 salariés à Ulsan, en Corée du Sud, sont dans l'impasse depuis plusieurs mois. Les ouvriers ont donc décidé de passer à l'action : du 13 au 15 juillet, ils ont quitté leur poste 2 heures plus tôt, et une initiative similaire est prévue du 20 au 22 juillet. L'impact est impressionnant : environ 5 000 véhicules en moins sont produits, ce qui devrait provoquer une perte d'environ 134 millions de dollars pour la marque. Au cœur de ce bras de fer, on retrouve, sans surprise, le fameux robot humanoïde. Le syndicat exige

des garanties claires avant leur arrivée : passer d'un salaire horaire à un salaire fixe pour se prémunir contre une possible réduction du temps de travail ; repousser l'âge de la retraite de 60 à 65 ans ; obtenir des primes plus généreuses, dans la lignée de celles déjà accordées chez Samsung ou SK Hynix.

Une affaire suivie de près

De son côté, la direction assure qu'Atlas viendra en complément des équipes humaines, et non pour les remplacer.

Un responsable de l'usine Metaplant aux États-Unis, qui sera la première à accueillir l'humanoïde, a d'ailleurs rappelé que certaines tâches, comme la manipulation de pièces souples ou de câbles, resteront l'apanage des mains humaines. Ce qui se passe chez Hyundai est scruté de près : les syndicats ont-ils la capacité de peser face à l'arrivée des robots humanoïdes en usine ? La réponse sera déterminante, alors que cette technologie devrait être de plus en plus exploitée dans les années à venir.

Mots fléchés

SORTILÈGE DENT LONGUE		CONFLIT INNÉE		OBSTINÉE NÉGATION		CHARMEUR		CONIFÈRE PASSIONNÉ		VEDETTE ABRASIF	
						RÉSULTAT COUTUMES					
PERMISSION LÉGENDE DU NÉPAL									POSSESSIF FACÉTIE		
				VOLER CITADINE							
ESCAPADE LUSTER						VIEILLE PEAU VIF					ANIMAL À PINCES
					CONJONC- TION			MANIE PATRIE D'ABRAHAM			
DÉMONS- TRATIF PÊCHE EN DESSERT			ALCOOLIQUE RÉGION VINICOLE							APÉRITIF	
					CRI D'ARCHI- MÈDE MYSTÉ- RIEUSE						
IMMORTEL	TEMPS LIBRE SOUTERRAIN							COOR- DONNÉES BANCAIRES CIRQUE			
							NID D'AIGLE CONFES- SIONS				
GREFFE		AFFIRME HABILLE LE PETIT RAT								MATIÈRE PREMIÈRE DE LA BIÈRE	ÉLIMÉE
				SONGE					ACTIONNÉ SOLUTION		
D'EAU OU DE LAIT BRINDILLE						COLLATION FILET D'EAU					
				OUTIL DE MAÇON							
SOMPTUEUX								SAISON			

CANICULES EN EUROPE

Plus de 200.000 décès en quatre ans

Plus de 200.000 personnes sont décédées des suites de la chaleur en Europe au cours des quatre dernières années, a indiqué le directeur régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Europe, Hans Kluge. "Rien qu'au cours des quatre dernières années, entre 2022 et 2025, plus de 200.000 personnes sont mortes à cause de la chaleur dans la région Europe de l'OMS", a affirmé M. Kluge.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 19 juillet 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Un taux de participation définitif de 21,24% à l'intérieur du pays et 10,75% à l'étranger

Le taux de participation aux élections législatives du 2 juillet 2026 s'est établi à 21,24% à l'intérieur du pays et à 10,75% pour la communauté nationale établie à l'étranger, selon les résultats définitifs annoncés, samedi, par la présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui. Animant une conférence de presse consacrée à l'annonce des résultats définitifs des législatives du 2 juillet, Mme Aslaoui a précisé que le nombre d'électeurs inscrits s'élevait à 23.872.756, celui des votants ayant atteint 5.071.020. Le nombre de suffrages exprimés a atteint 4.111.331, et celui des bulletins nuls s'élève à 959.689, a ajouté la présidente de la Cour constitutionnelle. S'agissant de la communauté nationale établie à l'étranger, le nombre d'électeurs inscrits était de 854.285, contre 91.810 votants, a fait savoir la présidente de la Cour constitutionnelle. Concernant les recours introduits, Mme Aslaoui a fait état de la réception de 320 recours, dont 43 ont été acceptés et 8 rejetés pour vice de forme, tandis que 269 recours ont été rejetés car infondés.

APS

EN VISITE DE TRAVAIL À TIARET

Le Médiateur de la République salue l'amélioration des services publics

Le Médiateur de la République, Mohamed Hattab, a salué, samedi à Tiaret, l'amélioration notable des services publics destinés aux citoyens, grâce aux mesures engagées ces dernières années et à la mobilisation des différentes institutions. Lors de sa visite au siège de la délégation de wilaya de l'Institution du Médiateur de la République, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, M. Hattab a affirmé que "l'amélioration du service public offert aux citoyens au sein des différentes institutions et administrations est le résultat de leur engagement à respecter plusieurs critères, notamment la numérisation, l'écoute des préoccupations des citoyens et leur prise en charge dans les meilleurs délais". A cette occasion, il a rappelé les principes adoptés par l'Institution du Médiateur de la République en matière d'accueil des citoyens et de traitement de leurs doléances. Ces principes reposent notamment sur un accueil de qualité, une écoute attentive, considérées comme un devoir professionnel et un facteur essentiel dans la résolution des problèmes, ainsi que sur l'engagement à apporter des réponses dans des délais raisonnables, afin de renforcer le rapprochement de l'administration du citoyen. Le Médiateur de la République a souligné que le service au citoyen, la prise en charge de ses préoccupations et la transmission de ses propositions aux pouvoirs publics constituent le socle de la stratégie de l'institution, mise en œuvre en coordination avec les différentes administrations. Il a également indiqué que la mise en place du registre numérique des réclamations permet désormais aux citoyens de suivre, en temps réel, l'évolution du traitement de leurs doléances et propositions, contribuant ainsi à accélérer leur prise en charge. Il a précisé que les organismes publics de la wilaya de Tiaret ont adhéré à cette démarche en déployant leurs propres registres numériques des réclamations.

R. E.

HYDROGÈNE VERT À L'HORIZON 2030

L'Algérie parmi les pays africains les plus compétitifs

Par S. R.

L'Algérie dispose de solides atouts pour s'imposer parmi les principaux producteurs africains d'hydrogène vert à l'horizon 2030. L'Afrique possède un potentiel technique de plus de 1 000 térawatts d'énergie solaire et éolienne, soit une capacité théorique permettant de produire plus de 45 milliards de tonnes d'hydrogène vert par an. L'Algérie concentre, à elle seule, 14 % de ce potentiel régional, confirmant sa position parmi les acteurs les mieux placés pour développer cette filière stratégique. L'hydrogène vert offre à l'Algérie d'importantes perspectives en tant que levier de diversification économique, de valorisation des ressources renouvelables et de consolidation de la position du pays sur les marchés énergétiques de demain. Selon un récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), relayé par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le pays dispose d'un potentiel considérable grâce à l'abondance de ses ressources en énergies renouvelables et à des coûts de production appelés à figurer parmi les plus compétitifs du continent. L'étude souligne que 80 % des opportunités de production d'hydrogène

vert en Algérie se situent sous le seuil de 4,5 dollars par kilogramme d'ici à 2030. Cette compétitivité devrait permettre au pays de figurer parmi les producteurs africains les moins coûteux, renforçant ainsi son attractivité auprès des investisseurs et son positionnement sur les futurs marchés internationaux de l'hydrogène. Cette perspective repose notamment sur les importantes ressources solaires dont dispose le pays, particulièrement dans les régions sahariennes, ainsi que sur son potentiel éolien. Ces atouts naturels offrent les conditions nécessaires au développement de grands projets de production d'électricité renouvelable destinée à alimenter les électrolyseurs pour la fabrication d'hydrogène vert. Le rapport relève toutefois que le principal défi auquel sont confrontés les pays africains, y compris l'Algérie, demeure le coût du financement. Le niveau relativement élevé du coût du capital continue de peser sur la rentabilité des projets d'énergies renouvelables et d'hydrogène vert, limitant leur compétitivité par rapport aux économies développées, où les conditions de financement sont nettement plus favorables. L'Agence internationale de l'énergie estime néanmoins que le coût du capital

constitue un facteur plus déterminant que les dépenses d'investissement ou les performances techniques des installations dans le calcul du coût final de production de l'hydrogène vert. Une amélioration de l'environnement de financement pourrait ainsi accélérer le développement de cette industrie et renforcer encore la compétitivité de l'Algérie. Ces perspectives interviennent alors que l'Algérie multiplie les initiatives pour développer une économie de l'hydrogène. Le pays mise sur ses ressources renouvelables, son expertise dans le secteur énergétique et ses infrastructures de transport pour devenir un fournisseur de référence, notamment à destination du marché européen engagé dans sa transition énergétique. Malgré l'immense potentiel du continent, la production africaine d'hydrogène à faibles émissions demeure encore embryonnaire. Selon les données de l'AIE, elle ne dépasse pas actuellement 6 000 tonnes par an, un niveau très éloigné des capacités théoriques disponibles. Ce constat met en évidence l'importance des investissements, du transfert de technologies et de l'amélioration des conditions de financement pour favoriser l'émergence d'une véritable industrie de l'hydrogène vert en Afrique.

ANTONIO GUTERRES, SG DE L'ONU

L'IA doit être façonnée par «l'humanité tout entière»

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exhorté vendredi les gouvernements et les entreprises technologiques à travailler ensemble pour que l'intelligence artificielle (IA) profite à tous les pays. Il a averti que, sans coopération internationale, cette technologie pourrait creuser les inégalités mondiales au lieu de favoriser le développement durable. S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture de la Conférence mondiale sur l'intelligence artificielle (WAIC) à Shanghai, M. Guterres a décrit l'IA comme "la plus grande opportunité de l'humanité au XXIe siècle", mais a averti qu'elle pourrait également devenir "l'un de ses plus grands risques". "La technologie qui façonnera l'avenir de l'humanité doit être façonnée par l'humanité tout entière", a-t-il déclaré, soulignant que la gouvernance de l'IA "ne peut pas être gouvernée par une poignée de pays ou d'entreprises" et que "chaque nation doit avoir sa place à la table des négociations". L'ONU a intensifié ses travaux sur la gouvernance de l'IA au cours de l'année écoulée, suite à l'adoption du Pacte numérique mondial et à la création du Groupe scientifique international indépendant sur l'IA, soutenu par l'Assemblée générale des Nations Unies -le

premier groupe scientifique mondial consacré à cette technologie révolutionnaire-. La première session du Dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA s'est tenue à Genève au début du mois, où les gouvernements et les parties prenantes se sont réunis pour avoir des discussions ouvertes, transparentes et inclusives sur la gouvernance de l'intelligence artificielle. Ces initiatives récentes visent à aider les pays à partager leur expertise, à promouvoir des normes communes et à garantir que les pays en développement aient davantage leur mot à dire dans la définition de l'avenir de cette technologie. M. Guterres a déclaré que la prochaine étape devait se concentrer sur la transformation de ces engagements en un soutien concret afin que tous les pays puissent bénéficier du développement rapide de l'IA. Le Secrétaire général a déclaré que l'IA possède un potentiel énorme pour accélérer les percées médicales, transformer l'éducation, renforcer les systèmes alimentaires et créer des emplois, contribuant ainsi à faire progresser les objectifs de développement durable (ODD). Mais il a averti que de nombreux pays en développement risquent toujours

d'être laissés pour compte. "Un tiers de l'humanité est encore déconnecté", a-t-il fait remarquer, tandis que la puissance de calcul, l'expertise technique et les investissements restent fortement concentrés dans un petit nombre de pays et d'entreprises. Si ces disparités ne sont pas prises en compte, l'IA pourrait entraîner "de plus grandes inégalités, de plus grands écarts en matière de revenus, d'opportunités et de sécurité". Pour contribuer à combler ces lacunes, M. Guterres a déclaré que plus de 20 pays, dont la Chine, avaient déjà désigné des centres pour un Réseau mondial d'échange et de coopération sur le renforcement des capacités en IA, soutenu par l'ONU. Il a également annoncé qu'il présenterait prochainement des recommandations pour un Fonds mondial pour l'IA et a appelé les gouvernements à soutenir les deux initiatives. Le Secrétaire général de l'ONU a souligné trois priorités pour garantir que l'IA profite à tous : renforcer les capacités dans les pays en développement, établir des normes internationales de sécurité et rendre l'IA plus respectueuse de l'environnement.

R. I.